

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Le chantage à la guerre a trop duré

IL DOIT CESSER

Grand remue-ménage dans les chancelleries. Le gouvernement de Barcelone a fait savoir à Paris et à Londres qu'en réponse aux bombardements des populations civiles, il envisageait des représailles non pas dans les villes espagnoles où il risquait de frapper une population sympathique, mais chez les vrais responsables.

Immédiatement la presse allemande, et surtout italienne, de protester, se reconnaissant sans doute dans ces vrais responsables. Cette déclaration du gouvernement espagnol est pleine de menaces pour la paix en Europe. Au « Libertaire » nous avons toujours été très nets : nous avons toujours affirmé — et la motion votée à notre dernier congrès le déclare en termes précis — que jamais nous ne marcherons dans une guerre impérialiste, même faite sous le faux prétexte de la défense de l'Espagne ouvrière. On ne peut donc pas nous prêter des pensées belliqueuses. Pourtant, malgré tous nos sentiments pacifiques, nous ne pouvons condamner l'attitude du gouvernement espagnol.

Certains ultra-pacifistes révolutionnaires nous disent que cette note est d'influence soviétique. La chose est possible, elle n'en est pas moins légitime. Depuis plus de vingt mois les avions allemands et italiens bombardent les femmes et les enfants. Les scènes d'horreur se succèdent. La presse de gauche et les gouvernements démocratiques se contentent de protestations verbales, en demandant « poliment » à Franco

LIRE EN 3^e PAGE :

L'amélioration de l'outillage, par Max Stéphen.

EN 6^e PAGE :

Au seuil du tombeau, par J. Chazoff.

de s'abstenir de tels bombardements, si toutefois il n'y voit aucun inconvenient. Et les républicains perdent patience et menacent à leur tour, qui peut leur donner tort ? Est-ce que les bombes doivent ne frapper que d'une façon unilatérale ?

Est-ce que chaque jour les femmes et les enfants des ouvriers ibériques doivent être assassinés ? Pour certains ceci apparaît légitime, mais dès que les gouvernementaux menacent (et ils menacent seulement) de lever le petit doigt, immédiatement les cris, les protestations s'élèvent. On parle de provocations à la guerre. N'est-ce pas ridicule ?

Le chantage à la guerre dure depuis près de deux ans ; il a trop duré, il doit cesser. Les gouvernementaux manifestent l'intention de bombarder Palma de Majorque, et Mussolini tempête, menace, car il considère cette île comme une colonie italienne. Et tous nos nationnalistes, d'applaudir les hurlements du César de

Carnaval. Puisque Mussolini n'est pas content, il n'y a qu'à s'incliner. Certains pacifistes prennent la même position.

Ce bluff, ce chantage à la guerre, ne doit pas nous impressionner. Un fait existe : depuis deux ans les travailleurs ibériques soutiennent une lutte héroïque pour leur liberté, pour la liberté du prolétariat international. Depuis longtemps ils seraient victorieux si l'intervention des puissances fascistes, tolérée par les Etats démocratiques, n'avait pas eu lieu. Nous ne demandons pas que les avions espagnols bombardent les villes italiennes, nous demandons seulement que les gouvernementaux puissent se procurer les armes qui protégeront leurs propres villes, mais pour cela nous ne comptons pas sur les gouvernements démocratiques qui ont déjà démontré ce dont ils sont capables.

La classe ouvrière de notre pays ne doit plus accepter le chantage à la guerre, elle se doit d'avoir sa politique autonome de classe, de solidarité à l'Espagne antifasciste.

Par son action directe elle doit imposer la levée de l'infâme blocus. En permettant et en travaillant à la défaite du fascisme en Espagne elle sauvera la paix et les jours du fascisme en Italie seront comptés. Mussolini ne tenant présentement que par son bluff et par le soutien de Chamberlain.



Les anarchistes et l'unité du syndicalisme

par Ander

pas de syndicalisme sans unité ; pas d'unité sans indépendance.

Ce n'est pas des moindres méfaits du bolchevisme que l'extraordinaire confusion d'idées qu'il est parvenu à introduire dans le mouvement ouvrier français. Non seulement il a bouleversé les notions de la logique prolétarienne la plus élémentaire en introduisant sous une phraséologie démagogique un opportunitisme politique vraiment cynique, mais il a réussi à brouiller complètement dans l'esprit des ouvriers le sens des mots qui expriment ces notions.

Le principe de l'unité du syndicalisme est de celles-là.

Pendant près de quinze ans, le mouvement syndical français a été démembré, ruiné dans ses bases, au nom de l'unité. La C.G.T. unitaire a pendant sa malfaisante existence eu pour principal objectif de disloquer systématiquement ce qui pouvait rester de combativité dans les masses ouvrières. Ce n'est pas exagéré de dire que la vieille C.G.T. réformiste eut beaucoup plus à souffrir de sa rivale que le patronat. Celui-ci, bien à l'abri derrière le paravent de la scission ouvrière, put pendant quinze ans imposer, sans réserve aucune, ses conditions aux ouvriers. On peut dire que si la scission n'avait pas d'elle-même existé, il lui eût fallu l'inventer, tant elle favorise ses intérêts.

Les dirigeants bolchevistes camouflés en syndicalistes ne perdaient pas une occasion de proclamer qu'il fallait avant tout ruiner l'adversaire réformiste, ennemi numéro 1, de même que sur le plan politique il fallait passer, avant de battre la bourgeoisie, sur le corps de la social-démocratie.

Un verbalisme ultra-révolutionnaire, une

agitation incohérente, la « politisation » des grèves, déclenchées « pour le communiqué » du bureau politique du P.C., avaient vidé les syndicats unitaires de toute leur substance.

Il en était de même des syndicats réformistes et seule l'entrée progressive des fonctionnaires dans la vieille C.G.T. donnait à celle-ci une figure d'organisation syndicale.

Les ouvriers, découragés, ignoraient l'une et l'autre. Et dans l'usine le porteur de carte syndicale — phénomène parfois unique — qui s'aventurait à faire de la propagande syndicale s'entendait faire invariablement cette réponse : « Commencez par réaliser l'unité, ensuite j'irai vous rejoindre ».

C'est l'époque où l'on voyait des militants révolutionnaires, souvent dévoués et courageux, prendre la direction de mouvements de grève sans appartenir à aucun syndicat. On prenait alors sa carte — rouge évidemment — pour trois mois ; après quoi, isolé, sans contact possible avec des organisations familières, on laissait tomber, quitte à recommencer la même opération au prochain mouvement dans une autre boîte.

On sait comment tout cela a pris fin. Il a fallu que la menace fasciste se précisât sévère, en février 1934, pour que la vieille C.G.T. sortît de sa torpeur et que par la grève générale du 12 février — dont il est juste de dire que tout le mérite lui revient — le syndicalisme reprit droit de cité dans la classe ouvrière.

L'idée de la fusion des deux organisations rivaies s'imposait parallèlement à la véritable renaissance de l'esprit syndical. Le courant était irrésistible. Du jour où, d'ordre de Moscou, les bolchevistes comprirent tout le parti qu'ils pouvaient tirer de l'unité organique, celle-ci était inscrite dans les faits.

Quel fut le rôle des anarchistes dans ce long drame dont a souffert la classe ouvrière française ? Ce sera à leur honneur d'avoir toujours été des partisans déterminés de l'unité syndicale. Quand la scission devint inévitable fut un fait consommé et quand très rapidement il fut avéré que dans la nouvelle maison l'air était encore plus irrespirable que dans l'ancienne, certains allèrent à la C.G.T.S.R., d'autres rejoignirent la vieille maison. Mais toujours dans leur mouvement spécifique les anarchistes s'attachèrent à travailler pour l'unité du syndicalisme. Il n'est pas un congrès de l'U.A. où la résolution sur le syndicalisme ne proclame que les anarchistes sont libres d'adhérer à telle ou telle centrale de leur choix, mais pour y travailler à la reconstitution de l'unité syndicale.

(Voir la suite en 2^e page.)

LE CONGRÈS DE ROYAN (II)

La mort du socialisme-autoritaire

par Sébastien Faure

l'Etat prolétarien est, avant tout, de sauvegarder les conquêtes de la Révolution en prévenant et, s'il le faut, en réprimant et abattant tout retard offensif de la Classe expropriée ; que la tâche du Proletariat au Pouvoir, c'est, ensuite, de jeter les fondements d'un Régime social entièrement nouveau, d'en diriger le bon fonctionnement et d'en assurer la solidité définitive ; que cette tâche est, enfin, de doter les générations qui montent d'une éducation s'apparentant à l'organisation de la nouvelle société.

Les événements qui, depuis une cinquantaine d'années, se sont déroulés n'ont fait que marquer plus profondément cette ligne de séparation.

En maintes et maintes circonstances, les Libertaires ont créé « casse-cou » et adjuré les Autoritaires d'ouvrir les yeux sur les tristes conséquences de leurs méthodes de propagande, d'organisation et d'action et d'y renoncer.

En vain ! Ceux-ci se sont obstinés à rester dans la voie où ils étaient engagés. Ne pouvant opposer rien de sérieux aux reproches qui leur étaient adressés, pouvant moins encore justifier leurs comportements et se refusant néanmoins à abandonner ceux-ci, les représentants les plus qualifiés de l'École autoritaire — je n'en veux citer aucun, car, pour être impartial et juste, il faudrait les citer tous — n'ont su mieux faire que de recourir aux moyens de défense des coupables : nier l'évidence, injurier, calomnier, employer les procédés les plus perfides et les plus vils.

Et lorsque, exceptionnellement, un théoricien de l'École marxiste voulut bien se résigner à discuter, toute son argumentation se résumait comme suit :

« Ainsi que vous, Libertaires, nous sommes les adversaires de l'Autorité et de l'Etat qui en est l'expression politique et sociale. Autant que vous, nous voulons la suppression de l'Etat. Nos Maîtres (car nous ne sommes que de modestes disciples) nous ont enseigné que, à l'Etat capitaliste : Gouvernement des Hommes doit succéder le Régime socialiste : Administration des choses.

« Nos plus dociles théoriciens ont déclaré que votre devise : Bien-Etre et Liberté est enfin la nôtre et que la réalisation de cette devise exige l'abolition de l'Etat.

« Marx a solennellement proclamé que l'Idéal vers lequel s'achemine l'Humanité en voie d'émancipation complète, c'est l'Idéal libertaire.

« Pourquoi une telle mesure ? Rien dans ce numéro ne semble la motiver. Quelques flûtes qui ont arrêté nos vendeurs, leur ont déclaré que nous aurions insulté le roi d'Angleterre.

Dans la France du Front populaire, il

est défendu de protester contre les persécutions dont sont victimes nos camarades étrangers, à l'occasion de la venue des sou-

verains britanniques. Le crime de l'Esse-Majesté est rétabli, mais comme les lois en France ne le considèrent pas encore comme délit, le Sarraut du Sphinx fait illégalement la vente du « Libertaire ».

Ainsi nous saurons que dans notre doux pays, on le droit de se moquer des pieds de Lebrun, mais il est défendu de dire que

jamais un révolutionnaire ne voudrait attenter aux jours d'un roi dont la figure exprime tout autre chose que l'intelligence. Ce voyage a pour but d'établir l'Alliance Franco-Anglaise pour la prochaine « dernière » guerre. Nous nous sommes dressés d'une façon farouche contre la guerre et l'Union sacrée et ce n'est pas les répressions gouvernementales qui nous feront taire. Nous avons pour habitude au « Libertaire » de dire ce que nous pensons et pas toujours en termes diplomatiques et nous continuerons.

CRIME DE LÈSE-MAJESTÉ

Le "libertaire" saisi

La vente de notre dernier numéro a été interdite par la police, tant dans la région parisienne qu'en province. Les ordres sont donc venus directement du ministère de l'Intérieur. Mais cette fois le Sarraut n'a même pas pris la précaution d'entourer son coup de force des formes légales. Le numéro n'a pas été saisi dans nos bureaux, la saisie ne nous a pas été légalement signifiée, aucune poursuite n'est engagée, une fois de plus nous sommes en plein arbitraire policier.

Pourquoi une telle mesure ? Rien dans ce numéro ne semble la motiver. Quelques flûtes qui ont arrêté nos vendeurs, leur ont déclaré que nous aurions insulté le roi d'Angleterre.

Dans la France du Front populaire, il

est défendu de protester contre les persécutions dont sont victimes nos camarades étrangers, à l'occasion de la venue des sou-

verains britanniques. Le crime de l'Esse-Majesté est rétabli, mais comme les lois en France ne le considèrent pas encore comme délit, le Sarraut du Sphinx fait illégalement la vente du « Libertaire ».

Ainsi nous saurons que dans notre doux pays, on le droit de se moquer des pieds de Lebrun, mais il est défendu de dire que

jamais un révolutionnaire ne voudrait attenter aux jours d'un roi dont la figure exprime tout autre chose que l'intelligence. Ce voyage a pour but d'établir l'Alliance

Franco-Anglaise pour la prochaine « dernière » guerre. Nous nous sommes dressés d'une façon farouche contre la guerre et l'Union sacrée et ce n'est pas les répressions

gouvernementales qui nous feront taire. Nous avons pour habitude au « Libertaire » de dire ce que nous pensons et pas toujours en termes diplomatiques et nous continuerons.

L'ensemble de ces manifestations importantes semble bien indiquer, en effet,

mais en vue d'imposer la paix aux « peuples belliqueux ». On voit assez contre qui se formule la menace. Des événements récents lui donnent un caractère plus précis et plus efficace. A bon entendeur, salut ! Il s'agit d'une orientation nouvelle de la politique extérieure des Etats-Unis. Depuis la guerre résolument isolationniste, cette politique tend de plus en plus à s'intéresser aux choses de l'Europe. Naturellement, et conformément à la tradition idéalistes de la grande démocratie américaine, elle ne peut qu'incliner en faveur des gouvernements qui se réfèrent au même culte, c'est-à-dire à ceux de France et d'Angleterre. Ajoutons-y celui de l'U.R.S.S. puisque depuis un an un rapprochement s'est opéré entre Moscou et Washington sur la base d'une commune attitude à tenir à l'égard du Japon. Les manifestations de cette nouvelle orientation de la politique américaine sont trop nombreuses pour qu'il soit question de les mentionner toutes. Rappelons toutefois le discours énergique que le président Roosevelt prononçait à Chicago voici quelques mois ; les réactions de la presse américaine étaient unanimes après l'Anschluss : le tout récent rappel de M. Cordell Hull du pacte Briand-Kellog faisant aux gouvernements signataires une obligation d'honneur de ne pas recourir à la guerre ; enfin, et ces derniers jours, deux discours d'hommes d'Etat de l'Union s'efforçant de formuler d'une part, la solution de l'irritante question de la répartition des matières premières dans le monde et, d'autre part, le programme d'une nouvelle politique extérieure des Etats-Unis.

que les Etats-Unis s'apprêtent à rejeter définitivement comme périmée cette doctrine de Monroe qui préconise le divorce entre l'Europe et l'Amérique et qu'on relâche, en dépit des faits et de l'intervention des Etats-Unis pendant la guerre de 1914-1918, de maintenir et de considérer comme une espèce de dogme intangible. Que cette pseudo-doctrine, qui ne fut d'ailleurs jamais appliquée mais qui autorisa ou couvrit tous les brigandages de l'imperialisme yankee, ne répond plus aux conditions actuelles de l'économie mondiale, il n'en fait pas douter. Ce camouflage idéologique est décidément hors de service. Et les difficultés insurmontables où se débat l'économie américaine obligent à l'avouer. C'est là, et là seulement, qu'il faut trouver le secret de l'évolution des gouvernements de Washington. Impossible désormais d'imaginer un retour à la prospérité dans un isolement dédalique de l'Europe. Les mauvais jours sont venus. Le capitalisme américain chancelle. Plus de dix millions de chômeurs. Depuis plus d'un an une dépression continue qui oblige les usines à fermer leurs portes. Des banques qui sautent. Le New Deal essoufflé, suspecté, condamné. Une conjoncture de catastrophe en dépit des efforts de Roosevelt pour dopper l'économie mondiale à l'aide de stimulants artificiels. Décidément, rien ne va plus.

C'est dans cette situation qu'il faut chercher les causes du retour des Etats-Unis à la fraternité démocratique. Aussi longtemps qu'on a pu croire, à Washington, qu'il était possible de fonder la prospérité américaine sur le vassalage économique de l'Europe, les gouvernements ont pu, comme on dit, tirer leur épingle du jeu. Au-

Mussolini ordonne.

Chamberlain accepte...

La non-intervention continue

jourd'hui ce quant-à-soi serait absurde. Il faut voir les choses comme elles sont, c'est-à-dire qu'il faut admettre que ces stupidités qui divisent l'Europe ne sauraient se régler sans que les Etats-Unis y soient, en quelque manière, intéressés. L'océan Atlantique n'est pas assez large pour que les perturbations ne le traversent rapidement et pour que la contamination ne soit à craindre. La solidarité dans le marasme appelle nécessairement la solidarité dans la guerre. Qu'ils le veulent ou non les Etats-Unis participent dorénavant au destin de l'Europe.

Le capitalisme américain arrive au stade actuel de son développement à la vue courte. S'il en est autrement, il eut pu choisir un rôle grandiose au lendemain de la guerre : celui d'accoucheur des Etats-Unis d'Europe. Il préfère celui d'usurier. Et, pour augmenter ses profits, il le double de celui de trafiquant. On sait où vont de beaux calculs mènèrent le monde et l'Amérique. Aujourd'hui l'Oncle Sam, comprenant qu'il ne doit rien attendre de débiteurs décidément insolubles, tente une autre manœuvre. Affolé devant la perspective de bouleversements dont il est impossible de prévoir l'ampleur, il se raccroche à la pensée qu'il peut encore, en faisant la grosse voix et en menaçant de son parapluie, faire rentrer dans l'ordre les fauteurs de trouble. M. Sayre, son porte-parole, secrétaire d'Etat, définit une politique préconisant l'établissement de cours de justice internationales et le renforcement de la collaboration entre les peuples pacifiques. « On ne peut pas compter les Etats-Unis pour zéro à ce moment crucial de l'histoire du monde », s'exclame-t-il. Ce qui signifie que le gouvernement de Washington entend épauler l'imperialisme franco-anglo-russe dans son effort de conservation internationale.

Il est inutile de démontrer à l'oncle Sam qu'il n'est qu'un brigand. Depuis longtemps il est fixé là-dessus et reste insensible au compliment. Mais admettrait-il pareillement qu'il a la tête bien légère et que ses prétentions, ses exorcismes et ses petites combinaisons sont sans effet sur la marche du monde ?

LASHORTES.

Les anarchistes et l'unité du syndicalisme

(Suite de la première page)

C'était là une attitude dictée par le bon sens même. Il n'y a à aucun sentiment, aucune mystique. Avant d'être des anarchistes, nous sommes des exploités ; nous souffrons de la dictature patronale, de la rapacité du capital, de l'oppression de l'Etat, au même titre que n'importe quel autre exploité qu'il soit communiste, socialiste ou indifférent. Seules nos convictions anarchistes nous font sentir avec plus d'acuité cette oppression et cette exploitation. Mais en voulant nous en libérer nous ne prétendons pas, ce qui serait absurde, que la science que nous avons acquise de notre malheur ainsi que disait Pelloutier — nous place dans un monde à part situé sur un plan supérieur à celui des vulgaires humanités. C'est pour nous comme pour n'importe quel être qui souffre du régime capitaliste une nécessité vitale de nous unir à nos semblables de manière à être forts et à faire bloc contre l'ennemi commun : le patron.

Aujourd'hui, de même que pour l'indépendance syndicale, il se trouve que devant les ravages commis par les staliniens, certains syndicalistes se demandent si, finalement, il ne vaudrait pas mieux de se séparer d'alliés aussi intolérants et si l'unité ne recouvre pas une duperie lamentable. Je crois sincèrement que si de près ou de loin les anarchistes groupés dans la C.G.T. s'associaient à ce point de vue, ils commettiraient une lourde erreur tactique et méconnaîtraient un principe fondamental du syndicalisme.

Aujourd'hui une scission ne pourrait s'opérer qu'au bénéfice des staliniens. En même temps que grâce à leur pesant appareil de propagande, elle leur permettrait de ruiner leurs adversaires par l'outrage, la calomnie, la diffamation — toutes armes où ils sont passés maîtres — elles les débarrasseraient précisément des adversaires les plus gênants et leur laisserait les mains libres.

L'unité c'est une nécessité en quelque sorte physiologique pour la classe ouvrière française. Ce pays est administrativement, économiquement, un des plus centralisés de l'Europe. Une interdépendance étroite unit entre elles les régions industrielles. A part quelques rares corporations d'importance secondaire toutes les grandes catégories industrielles sont étroitement liées les unes aux autres. Ce n'est pas l'Espagne qui, par exemple où les divisions naturelles du relief géographique isolent les provinces et favorisent les particularismes de toutes sortes y compris les particularismes idéologiques. Et cependant contre l'adversaire commun l'idée même de l'union des forces ouvrières, U.G.C.N.T., s'est imposée avec une force irré sistible.

En France, la division syndicale, c'est la fin du syndicalisme. Une expérience de quinze années doit suffire à en administrer la preuve irréfutable.

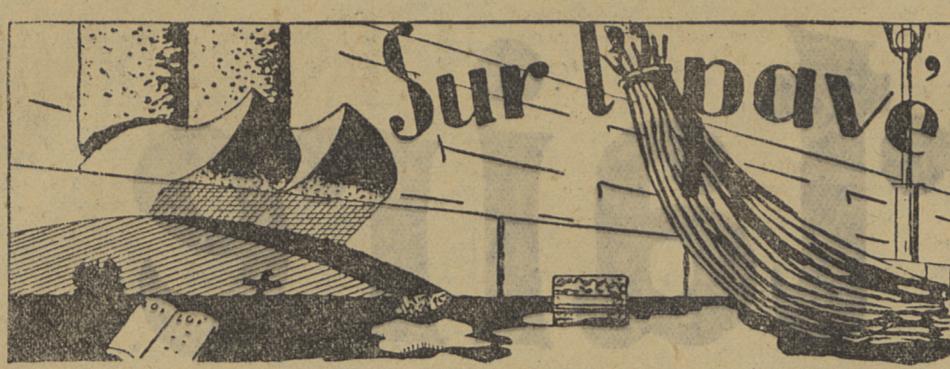
Elle a surabondamment démontré que la co-existence dans une même ville de deux organisations se partageant une même corporation réduit celle-ci à l'impuissance la plus totale. Le patronat est maître de la situation et, tranquillement, compte les coups que se portent les frères ennemis.

Certes, l'unité a servi les communistes. Mais elle a, au moment où elle s'est faite, surtout servi la classe ouvrière. C'est aux militants syndicalistes et particulièrement aux anarchistes de démontrer par leur action personnelle, énergique et tenace, que seule, l'intrusion des partis politiques dans les syndicats, sème le découragement, le doute, amène la division et provoque la scission. Dans tous les cas celle-ci est une défaite pour le prolétariat. Aussi le mot d'ordre lancé par le *Libertaire syndicaliste* :

Pas de syndicalisme sans unité ; pas d'unité sans indépendance, me paraît concrétiser parfaitement les caractéristiques fondamentales du mouvement ouvrier français.

Il est aussi dans la meilleure tradition de l'anarchisme.

L. ANDER.



ASSASSINS...

Un jeune homme de Cherbourg, âgé de 26 ans, travaillant depuis 13 ans aux chemins de fer vient à Paris, où l'appelait son travail.

Malade, déprimé, en proie à une crise de psychopathie, il erre dans la capitale. Il n'a plus d'argent. C'est un vagabond. On l'arrête. On le cuisine. On tient absolument à lui faire prendre à son compte un cambriolage dont on n'a pu découvrir les auteurs. Il avoue. Examiné par le Dr Truelle, celui-ci conclut à l'irresponsabilité totale le jour de l'arrestation.

La maladie s'aggrave. On le met en prison. Même sous le Front populaire les prisons sont des lieux odieux infestés de vermine. Les rats y pullulent.

Trop faible pour les écarter, le jeune Lecocq est mordu cruellement.

Emmené à l'hôpital de Fresnes, il y meurt le 19 mai et le lendemain le juge se décide à rendre une sentence de non-lieu. Le crime du jeune Lecocq était d'être malade. Le commissaire d'Asnières qui voulait, avant tout, un coupable pour son cambriolage, a trouvé chez cet être sans défense et sans force une victime facile. Puis il est allé dîner la conscience bien tranquille.

La maman de Lecocq porte plainte.

Elle ignore qu'un commissaire ou un juge a parfaitement le droit, sous la troisième république, d'assassiner qui lui plaît pour favoriser son avancement.

JANUS

Oui, camarades, tous nos efforts doivent aboutir à la suppression du salariat et du patronat, ainsi que le disait notre bon maître Karl Marx. Et, pour cela, nous devons nous appuyer sur les syndicats pour le contrôle de la production, et sur les coopératives, pour en assurer la répartition. » Ainsi doit s'exprimer, pendant la foire électorale, Louis Noguères, avocat à la Cour de Paris, et député S.F.I.O. de Céret. Ce qui ne l'empêche pas d'être l'avocat-conseil de la très réactionnaire Union Syndicale Nationale des voyageurs et représentants, ennemie jurée de la C.G.T. et des coopératives.

DANS LES COLONIES

Le front populaire à l'œuvre

Sous la signature de Finidori, la *Révolution prolétarienne* publie, dans son numéro du 25 juin, une belle étude sur la situation des Nord-Africains.

Les gouvernements de Front populaire sous le prétexte de maintenir l'ordre (l'ordre des colons) ont lâchement réduit à la misère et assassiné les indigènes Nord-Africains qui avaient la prétention de réclamer, eux aussi, une parcelle de Pain, de Paix et de Liberté.

Misère, répression, assassinat, qu'en juge : A Nabeul, un maître de français — particulièrement bien noté — est menacé d'être traduit en conseil de discipline pour avoir donné des conférences à caractère idéologique ou historique, comme par exemple : « Qu'est-ce qu'une Constitution ? » ou « La paix fondamentale et la Constitution de 1867 ».

A Tunis, le professeur Belhaouane ne peut faire une conférence sur le sujet : « Part de la Jeunesse dans l'activité ».

Des professeurs, des magistrats, des rédacteurs, des agents de toutes catégories font l'objet de rapports intéressants de la police et des sanctions les plus imméritées de la part de leurs chefs.

A Zara, dans le Sud Tunisiens, l'autorité militaire, au lieu de distribuer aux miséreux, comme c'est l'habitude, ce qui reste de soupe des soldats (les Tirailleurs Tunisiens), la jette et l'enfourre dans le sol ; jusqu'à la paille, dont, pour priver les bêtes, nos braves officiers font des feux de joie !

Les sans-travail sont condamnés à mourir de faim. Fuyant les campagnes où ils ne trouvent pas à être employés, des malheureux sont venus avec leur famille chercher un refuge à Tunis, dans l'espoir d'avoir quelque chose à manger, sinon en travaillant, du moins en mendiant. Ils sont refoulés de la périphérie de la ville où ils s'étaient installés dans des abris infects, on les renvoie dans leur pays d'origine... où ils sont condamnés à mourir de faim.

Mussolini ne doit pas faire mieux en Abyssinie.

LA PRESSE AUX ORDRES

Devant cette pénible misère, les déportations, les condamnations et les fusillades sans nombre l'on pouvait attendre de la presse française, celle de gauche bien entendu, qu'elle proteste et élève sa voix. Illusions : bien au contraire, cette presse aux ordres fait silence et condamne les Nord-Africains sous le prétexte qu'ils luttent contre la France, pour Mussolini.

Où va l'anéantissement ? Avec raison, Finidori pose la question et demande pourquoi les gouvernements de Front populaire n'ont pas lutté contre le fascisme tunisien et algérien mais l'ont bien tranquilllement laissé faire ses petites affaires.

Les fascistes italiens font tout ce qu'ils veulent en Tunisie sans être le moins du monde inquiétés.

On ne fait rien contre l'O.V.R.A., cette police politique secrète italienne qui traque les réfugiés.

Rien pour la suppression des « dopolavoro », qui sont de véritables joyeux du fascisme.

Rien contre le parti des insignes, les défilés des balillas, etc.

Il faut féliciter la R.P. et Finidori de nous avoir donné cette intéressante étude. Beaucoup de militants pourront en tirer profit pour eux-mêmes et pour la propagande.

A L'AMÉRICaine

Il n'y a pas qu'en France que les politiciens connaissent des combines pour augmenter leurs émoluments.

Ainsi en Amérique, un certain conseiller municipal de Brooklyn, Edwin S. Moran est accusé d'avoir accepté des pots de vin.

Voilà comment il les mérite. Il fit voter une loi réglementant d'une manière absolue les compagnies de taxis nouvellement constituées. Cette loi permit aux anciennes compagnies de devenir brillamment la concurrence de leurs nouveaux collègues.

On aura facilement compris que c'est au service des anciennes compagnies que se trouvent l'honorables Edwin S. Moran et ce petit service lui valut la somme de un million de francs.

Comme quoi les républiques démocratiques ont aussi leurs profiteurs capitalistes nullement plus sympathiques que les escrocs de grande envergure qui ont pour nom Hitler et Mussolini.

METAPHORES HARDIES.

Dans l'*Action Française* on consacre naturellement de longues colonnes à l'élection de Maurras à l'Académie. La Revue de presse du torchon royaliste reproduit entre autres un article extrait du journal

Le Maine où on lit ceci :

Maurras, ce grand serviteur de la Monarchie, qui n'a pas son pareil dans notre histoire, portera cette épée allégorique qu'un cardinal découvrira un jour dans sa plume. Elle continuera le flamboiement de l'épée brisée de Bainville.

Et voilà que l'Académie française, cerveau de la France, humiliée de sa faiblesse de 1923. se reprend, et ouvre ses portes au sauveur de la France.

Maurras, sauveur de la France !

L'Académie, cerveau de la France !

Elle est bien bonne.

Quant à cette « épée allégorique découverte dans sa plume », voilà qui est cocasse. D'autant plus que comme chacun sait, il ne s'agit, en l'occurrence, que d'un couteau de cuisine.

En somme, comme disait M. Prud'homme :

« Ce sabre est le plus beau jour de ma vie ».

BON ARYEN

La pure race aryenne n'a pas de veine. Elle vient d'essuyer une terrible défaite. Au *Libertaire*, nous nous sommes assez des compétitions sportives et, en particulier, de la boxe, ce sport de brutes. Pourtant le match Joé Louis-Schmeling nous a particulièrement amusés.

Schmeling avait traversé l'Océan, accompagné des voix de tous les purs Aryens. Il partait pour faire une petite promenade, des vacances pour ainsi dire, dont il profiterait pour donner pour le moins une leçon à ce négo qui osait se prétendre supérieur à un blanc.

Hitler avait tenu à lui envoyer ses vœux de succès. La race aryenne était alors représentée par un drapeau tricolore flamboyant. Schmeling encaissa une série de coups qui l'expédierent pour la compte à terre. Il n'eut même pas le temps de se rendre compte de ce qu'il lui arrivait.

Quelle déchéance pour la race supérieure. Toute l'Allemagne est en deuil de l'école de son champion. Les journaux nous apprennent que Joé Louis est un croisé d'Indien de noir et de blanc. Le pire, il se peut que ce sang blanc soit du sang juif : quel malheur ce serait alors pour Hitler.

Réjouissons-nous, il n'a pas fallu plus de 124 secondes à un nègre pour démontrer la stupidité de l'esprit racial. Regrettions seulement qu'Hitler n'ait pas été à la place de Schmeling.

DES CAFARDS

Le journal calotin *Choc* ne nous porte pas dans son cœur. Dans un écho intitulé : *Des mufles*, il nous reproche de termes vénérables de manquer de respect aux souverains anglais. Nos injures, écrit-il, sont tellement immondes « que nous rougirions de les reproduire ici ».

Choc, journal de la valette patriote et soutien à parfaitement le droit de ployer le rein devant un crétin couronné. Il est même libre de vitupérer ceux qui, devant le masque de stupidité qui défile sur le monde pré-tendu civilisé, « se pressent de rire de tout de peur d'être obligés d'en pleurer ».

Mais où le torchon clérical va très loin, c'est lorsque, s'étonnant que nos articles ne fassent pas l'objet de poursuites judiciaires, il écrit :

« Que fait-on de la loi qui interdit de mettre en cause les chefs d'Etat et souverains étrangers ? »

L'échotier de Choc pourrait bien s'il continue sur ce ton faire connaissance avec celui qui se cache sous la signature prudente d'un certain M. Dubalai (sic), lequel se chargerait l'interviewer dans la langue que les anarchistes réservent aux maîtres-chanteurs et aux mouchards.

LES BONS EDUCATEURS

Simple fait divers. Des enfants d'un patronage se promènent en forêt de Marly sous la surveillance d'un curé. Sur une pelouse des jeux s'organisent. Quels jeux ? La petite guerre, bien entendu. Et l'abbé d'en expliquer les règles aux gamins. C'est simple. Il y a deux camps. L'un deux détiennent un drapeau tricolore flamboyant. Il doit le défendre jusqu'à la dernière limite. L'autre camp doit employer toute son ardeur à s'en emparer. Et allons-y, mes enfants ! Héros en herbe, vous serez soldats un jour.

Le curé a si bien galvanisé les âmes et excité les combattants que, dans la fièvre du jeu, un gosse de douze ans, pour sauver le drapeau, saute d'un remblai et s'empale sur le fanion, dont la pointe ferrée lui a pénétré sous les côtes pour ressortir par la clavicule. Il est mort sur le coup.

Soyez sans crainte. Les prêtres, qui interprètent si bien les volontés de Dieu n'en déduisent pas que ce dernier ne veut pas qu'on joue à la petite guerre.

A PROPOS DE PIMENTS

Certains journaux bien pensants et bons Français s'inquiètent d'une situation « comico-tragique » créée par la brusque clôture du parlement.

Tous les cinq ans le parlement doit voter une loi, protégeant les contingents de la Légion d'honneur, à couleur de piment.

Daladier qui voulait se débarrasser des parlementaires de gauche par trop exigeants (exigences à retardement certes) lut le décret de clôture sans faire voter cette loi.

Il semble que le gouvernement soit embêté à cause de cette question, car pourront en effet être déclarées illégales toutes les promotions de cette année.

Et avec le gouvernement se lamentent tous ceux qui auraient voulu arborer à leur revers ce piment symbole de la république française.

AMOUR FILIAL

Un échotier anonyme de l'*Huma* cite, dans le numéro du 24 courant, la lettre d'un vieux félicitant les députés du P.C.F. de leur action ! en faveur de la retraite des vieux.

Une autre bataille à gagner

La récolte

La Bataille de la Récolte, il faut la gagner à tout prix !...

Tel est le leit-motiv qui revient sans cesse dans les journaux ouvriers de l'Espagne antifasciste depuis la fin mai.

L'an dernier, les brigades militaires occasionnellement inactives, ainsi que des bandes joyeuses de garçons et de filles, avaient été utilisées. Cette main-d'œuvre improvisée gagna plus qu'elle n'aida les paysans expérimentés.

Cette année, le bruit ayant couru que l'on aurait recours, une fois de plus, aux mêmes auxiliaires, les travailleurs des champs manifestèrent leur mécontentement.

Le gouvernement de Madrid vient de donner tous apaisements d'une part, en dénonçant les fausses nouvelles; d'autre part, en présentant un plan concret aux intéressés.

Les autorités madrilènes mettent tout leur zèle à ce que la prochaine moisson s'accomplisse dans les meilleures conditions. La main-d'œuvre disponible sera employée d'une façon méthodique et efficace.

Les organisations professionnelles de la C.N.T.-U.G.T., doivent rester en contact étroit avec les autorités des différents degrés, et veiller à ce que chacun soit mis à sa place.

L'intervention des syndicats en ce qui concerne l'économie agraire, est plus qu'ailleurs déterminante et nécessaire, car l'assiette de l'économie générale, c'est la Terre.

A Valence et dans le centre, la Fédération Régionale des Paysans et de l'Alimentation, appuyée par l'organisation correspondante de l'U.G.T., indique la voie à suivre.

Les militants, aidés par des techniciens s'occupent, et de la mise en état de la machinerie agricole qui servira à la moisson, et de l'organisation des groupes de moissonneurs.

Les syndicats agraires sont priés, par la Fédération, d'indiquer le nombre d'hommes nécessaires, les conditions que ces derniers doivent réunir, les situations précaires, afin que Madrid puisse envoyer, sous la direction de professionnels, des compagnons gonfés à bloc et qui ont demandé à travailler aux champs.

Le Comité National de Coordination C.N.T.-U.G.T., a indiqué en son temps, au gouvernement, les moyens suffisants de « réaliser » la récolte.

Mais les J.S.U. (Jeunesse Socialistes Unifiées) dans leur conférence provinciale, viennent de rendevouzer pour elles le quasi monopole de la main-d'œuvre supplémentaire.

Le journal « C.N.T. » s'émeut et écrit en substance qu'on comprend assez bien que l'enthousiaste jeunesse veuille intervenir en tout ;

Mais elle est inexpérimentée, et la moisson de la saison passée fut un enseignement suffisamment douloureux, pour que les jeunes gens, brouillards, tapageurs, soient écartés de la récolte.

Les travaux des champs si pénibles, exigent une préparation, un entraînement que la jeunesse des villes ne possède pas ; il faut faire pour la canicule.

La bataille pour la récolte est un véritable problème posé aux paysans, aux techniciens — et ce problème, il incombe au syndicalisme de le résoudre, car ce n'est pas un problème politique, mais un problème économique.

Qu'on n'entre plus parler au sujet de la récolte, ni de brigades de combattants, ni d'enrôlements, les moyens suffisants de « réaliser » la récolte !

Ba la moisson ne se gagne ni avec des incompétences, ni avec de l'inconscience.

Dans son numéro du 8 juin 1938, le journal « C.N.T. » publie d'importantes dispositions du gouvernement civil de Madrid, José Gomez Osorio, au sujet de la prochaine récolte.

Osorio rappelle que le gouvernement de la République est disposé à fournir aux paysans tout ce dont ils auront besoin, tant en main-d'œuvre qu'en machines et agent, car le gouvernement est convaincu que la victoire du peuple espagnol ne sera pas obtenue par les seules armes, mais aussi par la résolution des différents problèmes économiques de l'arrière. Toutes les compétences, toutes les organisations politiques et syndicales seront mises à contribution dans une ambiance

de parfaite union, pour mener à bien la récolte.

Les dispositions suivantes du gouverneur Osorio entrent en vigueur dans la province de Madrid, à compter du 8 juin 1938.

1° Tout ce qui touche la récolte relèvera de la compétence unique et exclusive des autorités militaires et civiles, de la direction de l'ingénieur en chef de la Section agronomique provinciale, et du Service de la Récolte.

2° La récolte doit être effectuée par des paysans et non pas des personnes étrangères aux champs.

Les équipes d'auxiliaires seront organisées par l'ingénieur en chef de la Section agronomique, avec l'autorité militaire ou avec moi

3° Le gouverneur adresse un appel aux paysans réfugiés à Madrid par suite de l'invasion fasciste. Ils pourront se présenter aux bureaux de la Section agronomique, trois jours après la publication de cet « ordre » et les jours suivants, rue Sagasta n° 27, de 10 h. à 14 h., et de 5 h. à 8 h. du soir.

4° Les présidents des Conseils municipaux de la province se mettront directement en rapport, pour tout ce qui est relatif à la moisson, avec l'ingénieur en chef de la Section agronomique. Celui-ci, aidé par le Service de la Récolte et, s'il le juge opportun, par les partis politiques et les organisations syndicales, soumettra à ma décision : « Campo Libre : « La bataille de la récolte, il faut toujours la gagner. »

5° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

6° Description des terrains — insister sur leur qualité.

7° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

8° Faire connaître la quantité de produits que les intéressés pensent recueillir.

9° La question agraire est plus que jamais la préoccupation primordiale du peuple espagnol. On comprend toute la portée du mot d'ordre « Campo Libre : « La bataille de la récolte, il faut toujours la gagner. »

10° Description des terrains — insister sur leur qualité.

11° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

12° Description des terrains — insister sur leur qualité.

13° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

14° Description des terrains — insister sur leur qualité.

15° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

16° Description des terrains — insister sur leur qualité.

17° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

18° Description des terrains — insister sur leur qualité.

19° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

20° Description des terrains — insister sur leur qualité.

21° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

22° Description des terrains — insister sur leur qualité.

23° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

24° Description des terrains — insister sur leur qualité.

25° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

26° Description des terrains — insister sur leur qualité.

27° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

28° Description des terrains — insister sur leur qualité.

29° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

30° Description des terrains — insister sur leur qualité.

31° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

32° Description des terrains — insister sur leur qualité.

33° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

34° Description des terrains — insister sur leur qualité.

35° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

36° Description des terrains — insister sur leur qualité.

37° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

38° Description des terrains — insister sur leur qualité.

39° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

40° Description des terrains — insister sur leur qualité.

41° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

42° Description des terrains — insister sur leur qualité.

43° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

44° Description des terrains — insister sur leur qualité.

45° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

46° Description des terrains — insister sur leur qualité.

47° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

48° Description des terrains — insister sur leur qualité.

49° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

50° Description des terrains — insister sur leur qualité.

51° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

52° Description des terrains — insister sur leur qualité.

53° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

54° Description des terrains — insister sur leur qualité.

55° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

56° Description des terrains — insister sur leur qualité.

57° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

58° Description des terrains — insister sur leur qualité.

59° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

60° Description des terrains — insister sur leur qualité.

61° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

62° Description des terrains — insister sur leur qualité.

63° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

64° Description des terrains — insister sur leur qualité.

65° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

66° Description des terrains — insister sur leur qualité.

67° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

68° Description des terrains — insister sur leur qualité.

69° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

70° Description des terrains — insister sur leur qualité.

71° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

72° Description des terrains — insister sur leur qualité.

73° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

74° Description des terrains — insister sur leur qualité.

75° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

76° Description des terrains — insister sur leur qualité.

77° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

78° Description des terrains — insister sur leur qualité.

79° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

80° Description des terrains — insister sur leur qualité.

81° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

82° Description des terrains — insister sur leur qualité.

83° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

84° Description des terrains — insister sur leur qualité.

85° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

86° Description des terrains — insister sur leur qualité.

87° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

88° Description des terrains — insister sur leur qualité.

89° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

90° Description des terrains — insister sur leur qualité.

91° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

92° Description des terrains — insister sur leur qualité.

93° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

94° Description des terrains — insister sur leur qualité.

95° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

96° Description des terrains — insister sur leur qualité.

97° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

98° Description des terrains — insister sur leur qualité.

99° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

100° Description des terrains — insister sur leur qualité.

101° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

102° Description des terrains — insister sur leur qualité.

103° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

104° Description des terrains — insister sur leur qualité.

105° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

106° Description des terrains — insister sur leur qualité.

107° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

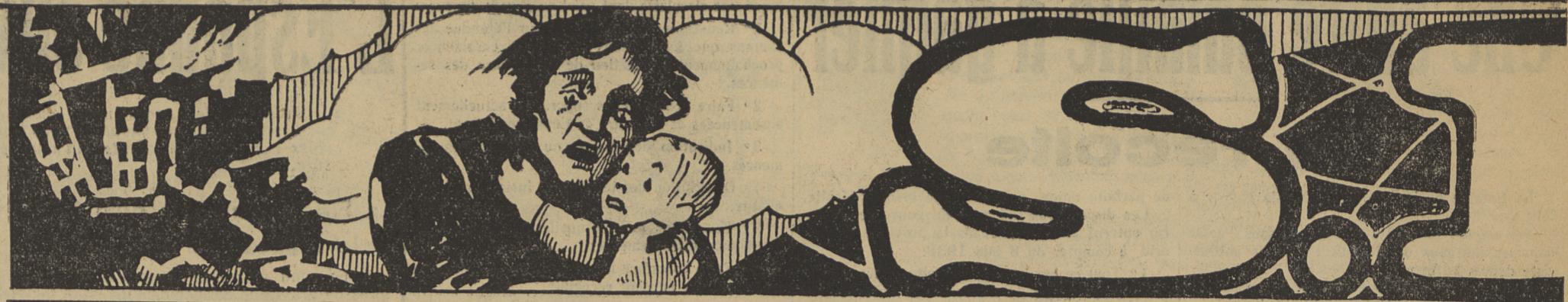
108° Description des terrains — insister sur leur qualité.

109° Conditions dans lesquelles se développent actuellement les semences.

110° Description des terrains — insister sur leur qualité.

Sarraut fait arrêter un milicien blessé et malade qui passe en France faire quelques achats. Reynaud le fait condamner. Et la Pénitentiaire le laisse mourir en prison.

Et il paraît que la France officielle est l'amie de l'Espagne républicaine !!!



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II^e) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Les bourreaux

Ecoutez cette histoire. Elle est abominable, atroce.

Il ne se peut pas qu'un Hitler, qu'un Mussolini se conduisent plus sauvagement à l'égard de leurs adversaires.

Et nous sommes en République ! En pays antifasciste !

On a besoin qu'on nous le dise quand on connaît le chemin dououreux que gravit, par la volonté d'un Sarraut et d'un Paul Reynaud, Bonifacio Talavera.

Jugez-en :

Talavera, qui est Espagnol, a habité la France de 1923 à 1935, époque à laquelle il fut expulsé à propos d'une bagatelle. Depuis juillet 1936, il a combattu dans les rangs des républicains. Après avoir reçu plusieurs blessures, il fut réformé en mai dernier et en-

voyé, pour y rétablir une santé chancelante, dans le petit village de Lilia, en bordure de la frontière française. Sa femme et ses trois enfants l'accompagnèrent.

Talavera eut besoin d'acheter en France différents objets, entre autres du savon, introuvable de l'autre côté des Pyrénées. Il traversa donc celles-ci juste le temps de faire quelques achats. On l'arrêta et il se trouva un tribunal pour le condamner à six mois d'emprisonnement pour infraction à arrêté d'expulsion.

Il est incarcéré à Perpignan et en train de mourir en cellule. Il est atteint, en effet, d'une maladie de cœur qui nécessite de très grands soins. Déjà, il s'est évadé plusieurs fois et ses geôliers eurent bien de la peine à le faire revenir à lui.

Condamnations odieuses et stupides

On se souvient que pour répondre à des provocations fascistes, nos camarades d'Amargues avaient été dans la nécessité de contre-manifester publiquement dans les rues de la localité. La force publique étant intervenue, plusieurs contre-manifestants furent arrêtés, puis relâchés aussitôt, mais poursuivis quand même.

Ils viennent d'être traduits en correctionnel et condamnés sévèrement si l'on tient compte du motif futile de l'inculpation. Joseph Chatellier à 2 mois de prison, Deschamps-Vaillant, Mary Marcellin, Julien Rogati, François Rogati à 15 jours.

Les condamnés, tous adhérents à la S.I.A., nous avisen qu'ils font appel. Ils veulent voir si on osera leur appliquer en définitive une condamnation que nous qualifions d'odieuse, et qui n'est déshonorante que pour le régime dit républicain.

Une bonne idée

En nous adressant le compte-rendu ci-dessous de réunion les camarades de Tremblay-les-Gonesse nous déclarent qu'ils envoient au ministre de l'Intérieur Sarraut l'ordre du jour adopté. Ils croient qu'il serait bon que toutes nos sections en fassent autant, et les invitent, en conséquence, à les imiter.

La section de Tremblay-les-Gonesse organisait samedi 18 juin une réunion publique pour faire connaître aux travailleurs de cette localité ce qu'est la S.I.A. La salle était pleine lorsque le secrétaire ouvrit la séance. Puis notre camarade Ventringer indiqua l'œuvre de la S.I.A. Ensuite un camarade de la région demanda à ce que tous les travailleurs passent à l'action pour aider l'Espagne. Notre camarade Gourdin qui remplace Doutreau empêche expose la situation internationale créée par le fascisme et démontre que depuis 1937 la lutte des antifascistes espagnols est la première réaction ouvrière sérieuse contre l'imperialisme. La réunion est terminée après un vibrant appel en faveur de notre Espagne et du droit

Félicien CHALLAYE.

Le mot étranger n'a aucune signification

Mes chers Camarades,

Ayant promis depuis plusieurs semaines, de faire, le vendredi 9, une conférence en province, j'ai regretté bien vivement de ne pouvoir être des vôtres au meeting du 10 juin.

Je désire, en tout cas, exprimer mon adhésion aux thèses unissant ou rapprochant les orateurs de ce meeting.

Moï aussi je suis indigné contre l'abominable xénophobie qui se développe en notre peuple, et qu'exprime l'odieux décret-loi sur les étrangers. Pour moi, comme pour mon maître Jaurès, le mot d'étranger n'a aucune signification...

Je pense que tous les esprits libres doivent refuser de s'incliner devant le décret-loi infâme. Si quelque réfugié politique nous demande aide directe ou indirecte, nous ne lui demanderons pas ses papiers avant de le secourir.

Nous ne trahirons pas le plus antique idéal, celui de l'humaine fraternité.

Félicien CHALLAYE.

UN NOUVEAU FILM

Camarades,

La S.I.A. espagnole vient de tourner — en accord avec la C.N.T. et avec son aide — un film intitulé « Réveil en Espagne ». C'est le meilleur film qui ait été fait en Espagne. Il est impeccable à tous points de vue. Il servira la propagande de notre S.I.A. en même temps qu'il montrera sous son vrai jour la lutte des antifascistes espagnols et le sens social de celle-ci.

Il faut donc, camarades, que vous assistiez à son déroulement ; que les foules françaises le voient également. Nous nous le sommes procuré à cette intention.

Nous allons organiser de

**LA SECTION FRANÇAISE DE LA S.I.A.
— LA FÉDÉRATION DES COMITÉS
ESPAGNOLES D'ACTION ANTIFAS-
CISTE.**

NOTA. — Prière d'adresser les réponses au secrétariat de la Fédération des comités espagnols d'action antifasciste.

ciste, 16, Bd. des Albères, Perpignan, (Pyrénées-Orientales). Nous nous efforcerons de donner satisfaction à tous.

Notre S.I.A. grandit mais que de tâches nous attendent encore

S'il était besoin d'encouragements pour persévérer dans la tâche que S.I.A. a entreprise, la magnifique tournée d'Algérie viendrait nous les apporter. Nous pouvons être fiers : notre tournée connut une réussite laissant loin derrière elle tout ce que les autres groupements avaient pu obtenir à ce jour.

Certes, l'activité et la bonne volonté de nos camarades d'Algérie furent des éléments décisifs de succès ; pourtant, cela ne peut tout expliquer, et il faut bien constater que l'action de S.I.A. se justifie chaque jour davantage auprès des antifascistes sincères, des gestes étriqués et partiaux qu'on leur demandait jusqu'alors.

Ils veulent l'organisation d'une solidarité plus large, une action désintéressée, des campagnes énergiques, courageuses et sincères. S.I.A. leur apporte tout cela.

Les antifascistes demandaient également des armes éprouvées, une argumentation solide leur permettant de mener le bon com-

qui nous tenait particulièrement à cœur : rétablir la vérité au sujet de la F.A.I. et de la C.N.T. ; faire justice des calomnies répandues sur elles, démontrer qu'elles n'avaient pas failli à leur tâche révolutionnaire. Ce devoir fraternel, nous pûmes le remplir, à Alger, à Oran, ailleurs, devant des auditoires de militants avertis. Nous sommes heureux de dire que les calomniateurs ont été confondues.

Donc, réussite partout !

Oui ! Mais que d'efforts il reste à accomplir ! La coalition contre l'Espagne antifasciste est complète ; la frontière franco-espagnole est fermée ; les assassins redoublent de fureur et d'audace. Ici, en France, l'inquisition policière fonctionne, une chasse acharnée s'organise contre nos frères de langues étrangères. La marée infâme monte, menace de tout submerger.

Aide immédiate à l'Espagne ? Mais S.I.A. ne devait-elle pas tenir de faire plus pour les persé-



Un groupe d'adhérents à la S.I.A. de Sidi-Bel-Abbès.

bat, d'accomplir toute la solidarité qu'il se doit. Nous pouvons dire, sans fausse modestie, que nous les leur avons apportées.

Sans démagogie, mais aussi sans faiblesse, nous avons, devant des foules considérables, examiné le problème sous tous ses aspects : le néant de la doctrine politique et économique du fascisme, l'immense danger qu'il représente, même pour ceux qui le préconisent, ont été démontrés irréfutablement.

De telles démonstrations sont-elles incompatibles avec notre tâche de solidarité ? Bien au contraire, et S.I.A. fut remercier et acclamée pour avoir apporté aux militants algériens — qui sentent bien, eux, le danger pressant du fascisme — des raisons de cette valeur.

Les attaques, on le sait, ne nous furent pas épargnées ; attaques idiotes autant que malveillantes, ayant surtout pour but de faire dévier notre action, de nous obliger à entamer une lutte politique particulière, ce qui nous eût discredit. Nous avons évité le piège et sommes restés nous-mêmes au lieu de nous lancer dans de stériles bagarres, criminelles en ces temps tragiques, nous avons proclamé la nécessité de l'unité d'action des antifascistes. Notre ligne de conduite fut la bonne, car nous étîmes le réconfort d'entendre acclamer S.I.A. par des camarades de tous les secteurs de gauche ; à l'exception, évidemment, de celui que nous connaissons bien...

Cet ensemble de faits, la haute tenue de nos manifestations ont apporté à S.I.A. un prestige considérable. Un mouvement S.I.A. existe en Algérie et nous avons pu suffisamment apprécier l'intelligent dévouement de nos amis algériens pour être certain que ce mouvement s'étendra, que ce prestige augmentera.

Il était une tâche de solidarité

Iniquité absurde

La notion du juste et de l'injuste s'est beaucoup affaiblie dans l'esprit des hommes de ce temps ; mais il existe une espèce d'iniquité, dont je m'étonne que les Français s'accommodent : c'est l'iniquité absurde, celle qui témoigne d'un état de déraison.

Expulser de France un homme qui ne peut aller nulle part, à qui l'accès de sa propre patrie est interdit sous peine de mort, c'est pécher doublement contre la justice et contre la raison. Que cette espèce d'êtres humains que le progrès a fait apparaître à la surface du monde moderne, les apatrides, soient chassés d'un pays d'où ils n'ont aucune possibilité de sortir, il y a là de quoi arrêter sur les lèvres des anges cette promesse aux hommes de bonne volonté que toutes ces nuits-ci nous avons entendue.

François MAURIAC,
Membre de l'Académie Française.

Nos militants parlent...

...après avoir agi

Nous voudrions pouvoir publier souvent la rubrique de nos lettres, tellement celles-ci sont significatives. En effet, par leur lecture on se rend compte de la vie de notre S.I.A. ; on s'aperçoit que nous n'exagérons point lorsque nous parlons du développement toujours plus grand de notre organisation. Malheureusement la place nous manque souvent ; aussi est-ce pour nous une raison de plus de désirer un journal S.I.A. Dites donc, camarades des sections, si vous nous donnez votre avis à ce propos.

Du camarade Soulié, de Carrières-sur-Seine :

Vous allez recevoir la somme de 80 fr. pour règlement du deuxième envoi de matériel. Voulez-vous avoir l'obligeance de me faire parvenir 50 timbres à 1 fr. et 10 à 5 fr.

Du camarade Burtin, à Troyes :

Je vous adresse à ce jour la somme de 528 francs en règlement de 50 cartes et 200 timbres que vous m'avez fait tenir en mars, et comprenant le montant de plusieurs listes de souscription.

Du camarade Sotello, région lyonnaise :

J'ai le plaisir de vous envoyer cette fois-ci la somme de 403 francs pour le montant de deux listes de souscription, le reste représentant la vente de cartes, timbres et insignes. Nous avons beaucoup de peine à récolter cet argent car il faut vaincre l'indifférence toujours croissante des ouvriers ; pourtant nos camarades espagnols n'ont jamais eu tant besoin de notre solidarité. Nous ne sommes pas nombreux, mais nous continuons à faire d'excellent travail. Il faudrait nous renvoyer des brochures, des insignes et des timbres.

Du camarade Prin, de Rezé :

J'ai le plaisir de vous envoyer cette fois-ci la somme de 403 francs pour le montant de deux listes de souscription, le reste représentant la vente de cartes, timbres et insignes. Nous avons beaucoup de peine à récolter cet argent car il faut vaincre l'indifférence toujours croissante des ouvriers ; pourtant nos camarades espagnols n'ont jamais eu tant besoin de notre solidarité. Nous ne sommes pas nombreux, mais nous continuons à faire d'excellent travail. Il faudrait nous renvoyer des brochures, des insignes et des timbres.

Du camarade Bezombes, de Carcassonne :

Veuillez m'envoyer 100 cartes de la S.I.A. par le prochain courrier. Je vous enverrai 500 fr. à la fin du mois. La section de Carcassonne remercie tous les camarades, y compris les avocats qui ont pris part au grand meeting organisé contre les décrets-lois ; elle compte sur les efforts de la S.I.A. pour les faire disparaître.

Du camarade Guiraud, de Mazamet :

Le camarade Mora ayant fini de placer les dix dernières cartes, faites-nous parvenir des nouvelles au plus tôt.

Du camarade Casier, de Narbonne :

Je vous expédie la somme de 216 francs dont voici le détail : 100 insignes, 20 cartes, 42 timbres. Je vous prie de bien vouloir, vu les demandes de cartes et de timbres, que les dernières affiches ont produit un très bon effet, de m'expédier 1.000 timbres et 100 cartes.

Du camarade Lecomte, de St-Gaudens :

Je vous enverrai 1.000 fr. un de ces jours. Je ne vous dis pas ce que ça représente de boulot, une pareille collecte dans ce coin où tous sont fascistes. Adressez-moi vite 10 ou 15 feuilles de souscription.

Du camarade Bonnel et Galet de Lille :

Nous envisageons l'impression d'affiches demi-colombe pour Lille. Je vous en ferai parvenir un exemple, ainsi que du tract que nous venons d'édition. Nous avons l'intention également d'organiser une réunion publique. Nous espérons que bientôt vous envisagerez une tournée de conférences dans le Nord.

Du camarade Cerdà, de Roquemaure (Gard) :

Le Comité antifasciste de Roquemaure voulant créer une section S.I.A., je viens par cette lettre vous demander de m'envoyer 30 cartes et affiches.

S.I.A. n'est-elle pas, déjà, une section dans la banlieue de Nantes (secteur de Saint-Joseph) est en formation. Pour le matériel, nous vous demandons de nous envoyer une nouvelle série de cartes et de timbres.

Du camarade Boulongne, de Matrice :

Je vous envoie ce jour au compte courant 596 fr. pour régler listes de souscription, cartes et timbres. Nous avons bien fait coller les dernières grandes affiches dans la ville et ses environs.

Du camarade Jarry, de Joué-lès-Tours :

Je vous envoie la somme de 70 fr. pour régler listes de souscription, cartes et timbres. Nous avons bien fait coller les dernières grandes affiches dans la ville et ses environs.

Du camarade Chotard, de Nantes :

Une section est formée à Nantes et nous avons nommé deux bons copains comme secrétaires et trésorier. Quant à la deuxième section, celle de Rezé, vous pourrez vous adresser en toute confiance au camarade Prin, que vous connaissez déjà. Une troisième section dans la banlieue de Nantes (secteur de Saint-Joseph) est en formation. Pour le matériel, nous vous demandons de nous envoyer une nouvelle série de cartes et de timbres.

Du camarade Pazel, Cannes :

Nous faisons parvenir, comme chaque mois, le montant des sommes requises pour notre S.I.A. Ce mois-ci nous n'avons rien d'extraordinaire à vous communiquer ; notre recrutement suit son cours doucement, mais sûrement.

Des camarades Pascal, Marseille :

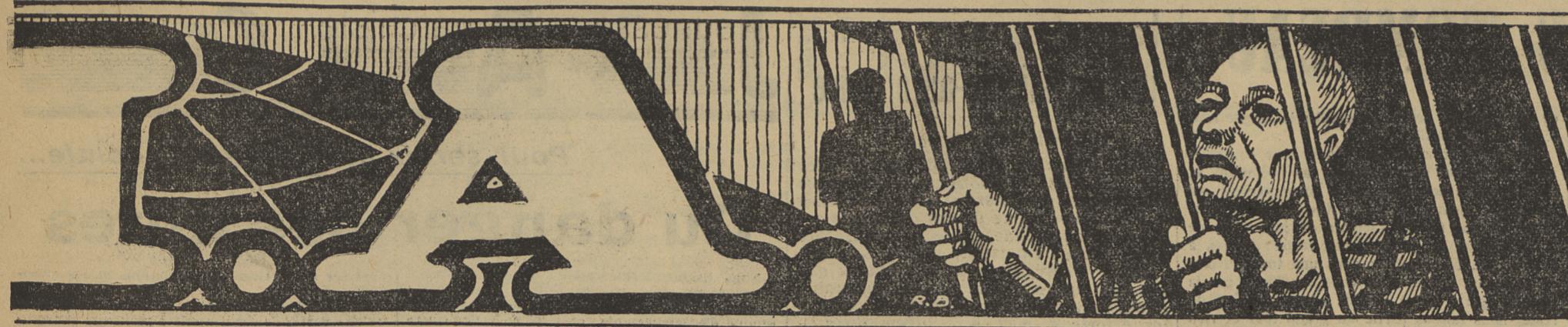
Nous vous expédions un mandat de 567 fr. qui se répartit ainsi : 367 fr. pour deux listes de souscription et 200 fr. pour des cartes. Notre section vient d'édition un tract pour le droit d'asile. Car ici la chasse aux étrangers bat son plein.

Du camarade Pedro Gil, de Nérac :

Nous voulons former une section de S.I.A. dans notre localité et nous vous demandons de nous envoyer tout le matériel de propagande : des cartes, des timbres, des listes de souscription, des papillons et des brochures.

De la camarade Emilie Rabe, de Béziers :

J'ai envoyé hier la somme de 300 francs pour paiement de cartes et de timbres. Ça fait donc 100 cartes et 500 timbres que j'ai pu placer. Mais, ici, d'autres camarades ont fait de même. Toutefois ça ralentit un peu.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11^e) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Carta de un miliciano del frente del centro

Estimados camaradas :
Hace meses que pensaba enviaros estas líneas. No lo he hecho por no ser fachado de pedante. Pero al fin me he decidido, pudo más en mí el deseo de felicitarlos por vuestra obra, que todo lo demás.

Yo soy de los que creen que cuando se hace algo útil, es preciso decirlo, para alentar a quienes la hacen, a fin de que no se sientan solos, aislados o incomprendidos en su labor.

Aquí, en el frente del Centro, somos muchos los que pensamos así.

Compañeros organizadores de S.I.A., debéis continuar en la brecha, vuestro celo y vuestro sacrificio no caen en el vacío. No sé si os dais cuanta de lo que representa vuestra organización-dirección mejor dicho.

Nuestra querida organización como su nombre lo dice, es solidaridad internacional, sin límites, sin prejuicios de raza o ideología.

Pensamos que habéis hecho muy bien compañeros, al buscar fuera de nuestro ambiente el elemento capaz de realizar tal labor y de sostener con responsabilidad una institución corio ésta. Lo contrario hubiera sido un fracaso.

Gracias a la elasticidad que le habéis dado, podemos hoy, y desde hace ya muchos meses, disfrutar en los frentes, no solamente de alimentos variados y seleccionados, sino también de una confianza muy grande, de un optimismo enorme, que nos trasmite a cada vez, un nuevo paquete de S.I.A. ¡Este paquete, nos dice tantas consas, aunque no habla! Nos trae tantas esperanzas, y tantísimas ilusiones, que de por si sólo basta para darnos valor en el combate y en la resistencia.

Para nosotros no significa gran cosa el estar separados del Norte,

ni el que se nos combata por los cuatro costados, es indudable que hubiéramos preferido lo contrario, pero mientras S.I.A. pueda continuar su trabajo, mientras esta fuente de riqueza moral y material que se llama Solidaridad Internacional Antifascista no se agote, nosotros tenemos la esperanza de vencer aunque sea tarde.

No ignoramos que es bastante difícil, que será incluso duro, pero esto no quiere decir que sea imposible. Cuando un pueblo entero busca su camino, con la tenaz voladura que nosotros poseemos; cuando un pueblo sabe forjarse por sí mismo sus destinos, *nada es imposible para él*, aunque miles de obstáculos se le opongan y que el camino a recorrer sea muy tortuoso. A la larga obtendrá lo que busca.

No obstante, ello sera más o menos fácil, cuanto más podamos ser ayudados desde el exterior.

Y ¿Quién, sino la S.I.A. puede prestarnos su concurso? Quién sino ella puede ayudarnos a vencer?

Es y será la solidaridad internacional antifascista, la que puede hacer el milagro, la que lo hará, no lo dudamos.

Por lo tanto, camaradas, no desmayéis, nosotros comprendemos vuestro sacrificio como vosotros comprendéis el nuestro, cada cual en su puesto debe cumplir lo mejor posible su cometido. Este de ser nuestro lema, es por ello que os alentamos a continuarlo, por nosotros y por la libertad del mundo que está en juego y a todos nos interesa proteger y defender.

¡Adelante pues, compañeros, que en la ciudad como en la aldea, en la sierra como en el valle, sea la solidaridad internacional antifascista quien guie nuestros pasos!

Francisco SEOANE.

IMITEMOS A VALENCIA

Quince mil refugiados de Castellón han sido alojados convenientemente en Valencia, que ya había recibido anteriormente, muchas familias de Madrid, de Málaga y de otras partes.

La guerra de los frentes es continuada en la retaguardia, en otra forma, no por eso menos dura ni menos persistente.

Mas si las milicias cumplen con su deber en los diversos frentes, la retaguardia también lo cumple a maravilla y lo demuestra con hechos palpables. Y no es solamente en los trabajos de la fabricación de material bélico en lo que ella se ocupa.

Son las colonias infantiles para niños refugiados y huérfanos que establece en las zonas de menor peligro. Es la acogida amable y consciente que facilita a todos los que huyen de los horrores de la guerra. Es la organización de refugios, de asilos para ancianos, de hospitales para heridos y para el pueblo, son las escuelas para niños y adultos, y en fin la reconstrucción y organización, de toda la vida

económico-social que se levanta tras las trincheras entre el fragor de la metrala y el tronar del cañón.

Cuando Madrid sufrió los más grandes ataques, se demostró prácticamente la moral y el espíritu de sus habitantes. — ¡Que lo destruyan, levantaremos un Nuevayork! — dijeron. Esta es la frase que está en todos los labios, no sólo en Madrid sino en todo el territorio leal.

Es esta voluntad, este espíritu grande y voluntarioso que hace vibrar a todos los españoles en esta lucha heroica.

Imitémonos pues, imitemos a Valencia, que sobre cargada de población no teme dar albergue a quince mil refugiados más, y que seguramente no serán los únicos que acuden a sus puertas. Valencia no piensa en el sacrificio que la cuesta, lo hace. No piensa que se está desgarrando, cunitina dia a dia dando su sangre para aliviar a los que sufren. ¡Séamos como ella, dignos de llamarnos solidarios!

Los Hunos Vinieron Madre

Los Hunos vinieron madre, como fieras despedidas
Por el olor de la sangre aciñeteada,
y devoran a su paso lo que más humano hallan.
Y ollan nuestro suelo madre, con sus cascos acerados,
y extrajan nuestras mujeres y matan nuestros hermanos.

Es nuestra España, madre, nuestro hogar y nuestros lares,
que diez siglos retroceden para hundirse en las tinieblas,
Para habitar las cavernas que el verdugo le prepara.
Ya no existe la cultura, la higiene fué relegada,
La ignorancia halló su hogar entre la tartaria bárbara
Que antes la Galia arrasara.

Diez siglos retrocedemos si no echamos las hordas
De nuestra tierra querida, de nuestra España amada.
¡Otra Santa Genovea ha de levantarse en armas,
Para alejarnos madre, la bestia desenfrenada!

Y han de levantarse todos : pueblos, campos y ciudades,
Los del Norte y los del Sur, los del Este y del Oeste,
En los nuevos campos catalanes de nuestra querida España,
Han de vencer a los bárbaros para que la vida renazca!
Para que vuelva a crecer la simiente en nuestro suelo,
Para que podamos madre, de frente mirar la vida,
Para que podamos todos darnos las manos, un día,
Y excluir alto, muy alto ; SOMOS LIBRES, MADRE MIA !

MARCEDES CASTRO.

LA SOLIDARIDAD DE LOS OBREROS DEL MUNDO

Debemos estimularla y facilitarla para mantener viva la cordialidad de su colaboración

Esta nota que entresacamos de Solidaridad Obrera del 17 de corriente, nos demuestra que la ayuda que se envía a los republicanos españoles continúa siendo obstaculizada y esto no debe ser.

Nos agrada sobremanera la posición que nuestros compañeros toman al respecto.

S.I.A. debe poder enviar sus paquetes libremente y S.I.A. de España debe ser libre de recibirlos y distribuirlos sin tráves.

A pesar de las múltiples dificultades que por razones de política general, tienen que vencer los obreros de los demás países de Europa y de América, el aliento de las multitudes proletarias llega hasta nosotros a través de manifestaciones diversas, una de las cuales es el envío continuo de prendas y, sobre todo, viveres destinados a la España leal.

Estimulemos con las obligadas facilidades de entrada en España, los presentes de los obreros del Mundo que de nosotros se acuerdan. Y estimulémoslo, no precisamente por el beneficio material que nos reporta, sino porque, a través de ese beneficio, está palpitando la emoción de los camaradas de allende las fronteras y los mares, que, si hoy han de limitar su solidaridad a ese aspecto, podrán, en otro momento, extenderla a otros en los cuales tal solidaridad, represente la eficacia máxima de su colaboración a la lucha que el proletariado español viene sosteniendo hace 23 meses contra la barbarie y las reacciones totalitarias.

El hecho de que la ayuda internacional obrera no tenga la eficacia que nosotros deseamos, no hace menos estímable esa otra ayuda con la que diariamente nos recuerdan su simpatía y nos testimonian su solidaridad.

Por eso debemos, no sólo agracercela, sino facilitarla, suprimiendo a la entrada de sus remesas, trámites enojos y dificultades que las entorpecen y que se alargan o se acortan según el color político de los remitentes y de los destinatarios.

Para nosotros, no hay ni debe haber más que antifascistas. Los obreros que nos envían viveres,

sean de donde sean y pertenezcan al sector que pertenezcan, son enemigos del fascismo. Y los obreros, los partidos y las organizaciones que los reciben, son, aquí, hombres y entidades que todo lo han puesto a contribución de la causa del Pueblo y de la República.

Estimulemos con las obligadas facilidades de entrada en España, los presentes de los obreros del Mundo que de nosotros se acuerdan. Y estimulémoslo, no precisamente por el beneficio material que nos reporta, sino porque, a través de ese beneficio, está palpitando la emoción de los camaradas de allende las fronteras y los mares, que, si hoy han de limitar su solidaridad a ese aspecto, podrán, en otro momento, extenderla a otros en los cuales tal solidaridad, represente la eficacia máxima de su colaboración a la lucha que el proletariado español viene sosteniendo hace 23 meses contra la barbarie y las reacciones totalitarias.

Y aunque el movimiento sindical no tenía mucha fuerza, los diferentes sectores de izquierda se pusieron pronto y fácilmente de acuerdo para llevar a cabo en la mejor forma posible la reorganización de la vida social de la ciudad y su provincia.

La evolución se produjo con rapidez del lado de las conquistas sociales tan ansiadas.

Un Comité de dirección técnica y económica fué prontamente constituido, tomando éste medidas

imediatas y precisas con el fin

de asegurar el mayor orden y sincronismo posibles en la nueva sociedad.

Siendo la pequeña propiedad casi únicamente la base de la vida económica de Castellón, su industria se habia desarrrollado muy poco.

Al organizarse la nueva economía, los patronos de las fábricas y los talleres no fueron aceptados en el Sindicato al que recurrieron a defender su derecho a explotar al prójimo, pero se los aceptó en cambio, como trabajadores en los talleres y usinas.

Aquellos, cuyas disposiciones físicas o mentales les imposibilitaban para el trabajo, y que no tenían otro medio de ganarse la vida, recibieron en la nueva sociedad un subsidio, que les permitió vivir sin preocupaciones.

Cayó Castellón. Ahora está amenazada Valencia. ¿Enderezaremos la suerte? En las condiciones modernas de la lucha, esto no depende solamente de nosotros, sino de los que debían ayudarnos y que traicionan la causa que pretendían traicionar por allí que por las demás partes.

Me duele por el contraste. Por tanto vilanza, tanta nefandad holando tanta belleza. Involuntariamente, uno recuerda las comparaciones clásicas, de la basura y la flor, del sapo y el armiño. Las patas fascistas en el Levante... Esto es de lo más triste.

Y no van solamente a disfrutar de las bellezas, de las riquezas naturales. Van a destruir la obra de los hombres, como lo han hecho en Aragón.

En Levante, había muchas colectividades. Las hay aún, en la parte que puede ser protegida. Esas colectividades son un modelo de organización, de hermandad, de fecundidad, de nobleza y desprendimiento. ¿Cuántas han caído ya en las patas de los invasores?

¿Cuántas han sido destruidas en la región de Tortosa, donde daban un ejemplo al resto de Cataluña?

Hay en esta lucha un sentido trágico que sentimos más profundamente nosotros, los que luchamos por un mundo mejor. No solo avanza al fascismo, sino que desmiente adelantos sociales desconocidos hasta ahora en la historia. Y uno tiembla al pensar que tal vez, si no logramos apoyo a tiempo, estos adelantos pasarán sin haber podido tener la repercusión que merecían.

Vamos perdiendo terreno. Despues de una esperanza efímera con la toma de Teruel, que volvimos a perder, las cosas han tomado mal cariz. Seguimos en pie, a pesar de todo. Solos. Solos contra un mundo de enemigos encubiertos y descarados, y contra amigos fingidos, que nada hacen para ayudarnos, sino que se complacen en dejar obrar a los enemigos. Y tal

Armas, material bélico en abundancia y bien perfeccionado es lo que se necesita para combatir. Todo lo demás es tontería, es hipocresía, es prolongar una agonía espantosa, es sacrificar millares y millares de vidas, y debemos evitarlo a todo trance.

Armas y alimentos para nuestras milicias republicanas, si de veras queremos ganar la contienda, si somos verdaderamente antifascistas y amantes de la libertad y el progreso!

Por consiguiente, menos discursos, si esto no llena los estómagos ni sirve para cargar los cañones.

Sacrificuemósnos un coco más

Hemos perdido Castellón. La pérdida de esta posición es no solamente grave y dolorosa desde el punto de vista del territorio que los otros nos quitan, sino desde el punto de vista social.

Castellón de la Plana es capital de provincia y una ciudad de cuarenta mil habitantes. La guerra civil y la revolución lo desplazaron a la vida nueva, como a las demás partes de España. Republicano por tradición de un república sano, la ciudad levantina debía en esta parte del territorio hispano, dar cabida a las ideas renovadoras en terreno social, cultural y científico, y así lo hizo.

El fascismo no pudo cuajar en el espíritu oriental de esta parte del pueblo español, aparte de la preparación a que había estado sometido durante cinco años de república burguesa que tanto mal ha hecho en otras partes del país.

Aunque el movimiento sindical no tenía mucha fuerza, los diferentes sectores de izquierda se pusieron pronto y fácilmente de acuerdo para llevar a cabo en la mejor forma posible la reorganización de la vida social de la ciudad y su provincia.

La evolución se produjo con rapidez del lado de las conquistas sociales tan ansiadas.

Un Comité de dirección técnica y económica fué prontamente constituido, tomando éste medidas

imediatas y precisas con el fin

de asegurar el mayor orden y sincronismo posibles en la nueva sociedad.

Tanto sacrificio, tanto celo desplegado por el pueblo para salir de la miseria, de la ignorancia y de la suiedad cavernarias fueron desfruidos a cada vez que el Caballo de Alila puso su planta en el suelo reformado.

En pocas horas, en todos los pueblos y estos se cuentan por decenas y decenas en el Aragón y en la provincia de Castellón, los habitantes pasaron de la civilización más amplia a la negrura más acutada de la época medieval.

Si los niños tendrán ya escuela, ni los ancianos hogar digno en su vejez. Ya no tendrán médico más que los que puedan pagar. El huérfano irá a los asilos oficiales donde los alimentos a más de ser poco abundantes, sonbazofa sólo tolerada por el estómago de los canes callejeros.

La viuda así como la pareja, continuarán explotando a sus hijos, único medio de poder alimentarlos malamente todos los días.

Este es el paraíso que nos ofrece el régimen fascista en España.

Esto es lo que le espera al resto de la región levantina, castellana, andaluza y a todo el país, si nosotros no ocupamos de impedirlo.

Somos nosotros los que estamos en el exterior, quienes debemos hacerlo, quienes debemos poner todo nuestro esfuerzo en evitar tal catástrofe.

No vamos a querer que porque hemos dado de cuando en cuando un paquete a S.I.A., de ropa o de alimentos, ya hemos hecho todo lo necesario. Nuestro deber, nuestra tarea, empiezan solamente ahora.

A medida que el tiempo pasa, nuestro apoyo debe aumentar, porque cuanto más tiempo transcurre, nuestros milicianos y nuestra retaguardia están más desprovistos y hallan más dificultades para conseguir lo que necesitan.

Además, debemos tomarlo incluse, como un medio estratégico para combatir al enemigo.

Si nuestras milicias pueden disponer de alimentos, de ropa y de armamento abundante, que nosotros les hayamos procurado, podrán hacer frente al fascismo y a la larga vencerlo. Es cuestión de voluntad y resistencia por su parte, y estas no les faltan; es cuestión de voluntad y sacrificio consciente por la nuestra. ¡Demostremos poseerlos!

Si hacemos esto, todo no está aun perdido y encambio, tenemos muchas probabilidades de ganarlo. ¡No desmayemos pues, ayudadnos, ayudadnos, que nuestro aporte es benéfico para España y para Europa, no lo olvidemos! No nos durmamos sobre los mullidos edredones. Podríamos, para desgracia nuestra, no despertarnos jamás.

Urge pues mayor sacrificio de nuestra parte, hagámonos en bien de todos.

Avelino Maydn.

AU SEUIL DU TOMBEAU

La raison l'emportera-t-elle sur la folie collective qui s'est emparée de l'humanité et, progressivement, gagne les cerveaux les mieux équilibrés ? Nous évoluons dans un tissu de contradictions et il devient banal d'affirmer quotidiennement que la situation se complique d'heure en heure ; il semble que l'homme soit inaccessible, présentement, à toute logique et que le monde se rue au suicide, désespérément, ne trouvant pas d'autre solution pour échapper à la destruction et à la mort.

Nous vivons dans le paradoxe et le paradoxe nous tue.

Les nouvelles qui nous arrivent d'Espagne, via Londres, sont désespérantes. Le *Times* de samedi dernier nous informait que le gouvernement espagnol était décidé à user de représailles extrêmes, si les bombardements de villes ouvertes par les avions italo-allemands ne prenaient pas fin ; il est facile de comprendre ce que cela veut dire, mais l'application de telles mesures serait si grave que nous voulons encore espérer que le peuple d'Espagne ne sera pas accusé à une si tragique extrémité. Et pourtant nous sentons petit à petit que le soleil s'échappe sous nos pas ; nos convictions sont dérancées et quelques que solent les conséquences d'une attitude qui peut mettre le feu à l'Europe, nous ne nous sentirions pas le courage de condamner nos amis, irresponsables du crime qu'en leur ferait commettre.

Car nous en sommes là. L'imbécile politique nène depuis vingt-quatre mois a enfermé un peuple qui se bat héroïquement contre toutes les forces conjuguées de la réaction dans un affreux dilemme : ou se laisser écraser et se livrer pieds et poings liés au massacre ; ou alors, mourir pour mourir, entraîner dans la sanglante bacchanale les nations égoïstes qui assistent lâchement à l'assassinat de millions de femmes et d'enfants.

Ah ! les « pacifistes » qui ont applaudi à cette politique de non-intervention qui devait sauver la paix, et que nous avons dénoncées dès ses origines, peuvent se féliciter du chaos dans lequel ils ont plongé l'Europe. Ils peuvent tisser des couronnes à MM. Léon Blum et Chamberlain ; elles ne seront jamais assez nombreuses pour garnir l'immense cimetière que l'on est en train de nous créer. Béle, messieurs ; les moutons bêlent avant de franchir les grilles de l'abattoir. Comme carnage, ce sera le plus beau qu'au jamais enregistré l'histoire.

Sans nous laisser absorber par un pessimisme de mauvais aloi, nous devons cependant constater que le terrible de la situation se manifeste en ce sens qu'il n'est plus temps pour les hommes d'Etat de se livrer à des spéculations diplomatiques et pour les couches sociales à analyser les causes déterminantes de la guerre qui vient. Nous sommes pris de vitesse par les événements qui nous submergent et il ne servirait à rien de dire que seule la révolution peut nous sauver de la terrible menace qui pèse sur les peuples. Il faut avoir le courage et la franchise d'avouer, aussi pénible soit cet aveu, que dans les conjonctures actuelles le prolétariat international ne fera pas la révolution, pour l'unique raison qu'à ses yeux la guerre contre l'Italie et l'Allemagne fascistes est en soi une révolution. La corruption communiste et socialo-démocrate a troublé l'esprit populaire à un point que maintenant la guerre se présente comme une libération éventuelle et le seul moyen de lutter contre la guerre. Le problème n'est donc plus économique, mais de caractère politique et c'est dans le cadre même de la société bourgeoise et capitaliste qu'il faut chercher sa solution si nous voulons avoir le temps

J. GHAZOFF.

SAVEZ-VOUS QUE...

L'ECONOMIE JAPONAISE ET LA GUERRE NIPPO-CHINOISE

Depuis la conquête de la Mandchourie, en 1931, la situation financière du Japon n'a cessé de s'aggraver. Les importantes dépenses résultant de la préparation à une nouvelle guerre, absorbent, dès avant le conflit sino-japonais, plus de la moitié des dépenses ordinaires — et extraordinaires — de l'Etat. Il est certain que le développement de l'affaire d'Extrême-Orient ne pouvait amener une amélioration à cet état de choses.

Les dépenses occasionnées par la guerre s'élèvent, pour ce qui est de l'exercice 1937-38, à 2,582 millions de yens. Le Parlement japonais décida un crédit de 4,850 millions de yens pour les dépenses de l'exercice 1938-39. Il s'agit ici uniquement des crédits relatifs à la guerre en Chine, si l'on y ajoute les dépenses ordinaires prévues, on obtient pour le présent exercice, un total de 7,718 millions de yens (exercice 1937-38 : 5,940 millions de yens.)

Des « Emprunts de déficit » étaient émis depuis 1932 par le gouvernement japonais pour boucler ses budgets. Durant l'exercice actuel, les entrants intérieurs atteindront 8 milliards de yens, sur lesquels 5 milliards sont destinés aux dépenses de guerre. La dette publique s'élève, à la fin de l'an dernier, à environ 12 milliards de yens. En juillet 1937, on avait réévalué les réserves métalliques de la Banque Nationale du Japon ; on songe maintenant, à Tokio, à lever le plafond de la circulation fiduciaire, dans le but de dissimuler l'inflation qui résultera de ses emprunts intérieurs.

D'autre part, l' extraction des mines d'or du Japon et de Corée fut augmentée, ce qui apporta à l'empire nippon une aide pour ses achats à l'étranger, aide d'ailleurs bien insuffisante, au regard de l'exportation d'or nécessaire pour régler le déficit de la balance des paiements.

Les achats extérieurs de matières premières affectées à la consommation industrielle normale furent réduits, le premier plan étant réservé aux importations déterminées par la guerre, ce qui influença le commerce extérieur japonais, bien plus nettement que ne le fit le boycottage.

La comparaison des statistiques du commerce extérieur nippon du premier trimestre 1938 et du premier trimestre 1937 indique une atténuation du déficit de la balance commerciale.

En millions de yens :	1938	1937
Importations	694,1	1.007
Exportations	569,7	701
Déficit	54,4	306

La diminution du commerce extérieur global dépend en partie, il est vrai, du fait que les débuts de l'année 1937 se montrèrent très favorables. Si l'on considère la réduction du déficit, on doit faire entrer en ligne de compte un recul des importations beaucoup plus considérable que celui des exportations, le dit recul affectant les industries exportatrices, basées de la puissance commerciale japonaise. Les achats de coton brut pendant les trois premiers mois de l'année courante furent seulement de 73,7 millions de yens, alors qu'ils atteignaient 345 millions de yens durant le premier trimestre de 1937. Les exportations de cotons et — poste actif le plus important de la balance commerciale japonaise qui ont assez peu souffert jusqu'ici — subiront nécessairement un très net recul.

En ce qui concerne les importations en rapport plus ou moins direct avec l'industrie des armements, les matières proviennent, pour la plus grande part, des Etats-Unis. D'après Eliot Janeway (numéro de juin du périodique américain « Asia »), le Japon équipa surtout son industrie avec des machines américaines, fabriquées avec des acteurs spéciaux américains. L'Angleterre et l'Allemagne n'ont pas la possibilité de construire de semblables machines, ou seulement en de très faibles quantités. Le Japon ne peut aussi qu'adresser à d'autres pays que les U.S.A., à moins d'entreprendre une réorganisation complète de son industrie (branche métallurgique en particulier). L'empire japonais produit annuellement 5,000,000 de tonnes d'acier, mais cet acier ne convient pas pour la fabrication de machines à grande vitesse ou soumises à de fortes tensions. Cette imprécision amène les Nippons à importer des Etats-Unis, non pas uniquement des machines, mais aussi les nouvelles qualités américaines d'acier, qui comportent un alliage d'aluminium, de nickel, de chrome et d'autres métaux, et sont particulièrement employées dans la construction des avions. L'aviation japonaise dépend également des U.S.A. pour les essences spéciales nécessaires aux nouveaux moteurs américains dont elle use.

Eliot Janeway pense que tous ces produits importés d'Amérique ont, du point de vue de la qualité, une telle importance, que leur suppression entraînerait probablement la ruine de l'économie japonaise !

Tout ceci montre bien que le prolétariat américain pourrait, s'il le voulait, mettre un terme à la fabrication, au transport du matériel et des matières premières utilisées par le Japon dans son conflit avec la Chine. Mais, hélas ! il ne semble point qu'il y soit disposé !

La mort du socialisme-autoritaire

(Suite de la 1^e page)

« Nous sommes persuadés que, quelles que soient les conditions et circonstances dans lesquelles éclatera et sera victorieuse la Révolution, on ne pourra construire solidement un Monde nouveau qu'au cours d'une période transitoire dont il sera nécessaire d'abréger la durée autant que faire se pourra, mais qui sera inévitable et qui nécessitera l'intervention d'une Autorité forte et, peut-être même, dictatoire. »

L'École autoritaire conclut ainsi :

« Vous pensez, vous, Anarchistes, que, s'étant brutalement débarrassées des Institutions que comportent le Capitalisme et l'Etat, affranchies de toute domination politique et de toute exploitation économique, bref : devenues pleinement maîtresses de leurs propres destinées, et brusquement libérées à elles-mêmes, les masses travailleuses seront capables, d'elles-mêmes et toutes seules, de construire le Socialisme libertaire. Nous ne le croyons pas. Vous avez foi en la puissance créatrice des masses ; pas nous. Vos illusions nous font pâlir. »

« Vous êtes des utopistes, des rêveurs. Vos rêves sont d'une rare séduction ; mais ce ne sont que chimères. Nous sommes, nous, des réalistes, des prudents, des équilibrés, des raisonnables, des scientifiques. « Voilà ce qui nous dirige et nous oppose. »

Et patat... et patata.

Ce que les Libertaires ont constamment riposté à ces sol-débat « scientifiques » est que, aussi longtemps qu'ils le pourront, ils persisteront à riposter, les lecteurs du *Libertaire*, du *Combat Syndicaliste*, de *Terre Libre*, de la *Voice libertaire*, de tous les journaux anarchistes ne l'ignorent pas et je ne perdrai ni leur temps ni le mien à leur rappeler ce qu'ils n'ont point oublié ou à leur apprendre ce qu'ils savent déjà.

Que ce peut constater tout observateur de bonne foi, c'est que toutes les affirmations de ces pseudo-sages et scientifiques ont été, l'une après l'autre, démenties par l'événement ; tandis que, l'une après l'autre, toutes les prévisions de ces fous que nous sommes, sont entrées dans le domaine des faits indiscutablement acquis.

D'ores et déjà, nous n'avons plus à prévoir ni à prédire ; nous n'avons plus qu'à constater. Et je me suis borné à une pure et simple constatation, lorsque j'ai dit que le Congrès de Royan a sonné le glas du Socialisme autoritaire, du socialisme enseigné et pratiqué en accord avec l'Évangile de Marx et de son « Ecole ». Me trouvant aux environs de Royan au moment où s'y tenait le Congrès de la S.F.I.O., j'en ai pu suivre de près les travaux. Je puis donc en parler comme témoin. C'est contre cela qu'il nous faut lutter et c'est pourquoi, malgré tout, nous dirons qu'il faut donner des armes à l'Espagne pour sauver la paix. Et ce n'est pas nous qui vivons dans le paradoxe.

Les peuples ne sont pas responsables des erreurs de leur gouvernement, écritait Barbusse : c'est une profonde erreur. Si demain, par notre lâcheté, nous sommes entraînés dans la guerre, c'est que nous n'aurons pas su défendre la paix en défendant l'Espagne.

J. GHAZOFF.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE PAR KROPOTKINE

Aux jeunes gens	0 60
La Morale anarchiste	0 60
La Loi et l'autorité	0 60
Communisme et anarchie	0 60
L'Esprit de l'Esprit	0 60
L'Action anarchiste dans la révolution	0 60
L'Idée révolutionnaire dans la révolution	0 60
Le Gouvernement représentatif	0 60
L'Etat, son rôle historique	1 20
L'Anarchie, sa philosophie, son idéal	1 50
L'Anarchie dans l'évolution sociale	0 60
La Vindicta sociale appelée justice	0 60
Les Prisons	0 60
Le Salarat	0 60
Paroles d'un révolté, quatre brochures jaunes : la Situation, la Prochaine révolution, la Guerre, la Commune de Paris (chacune)	0 60
La Conquête du pain, un volume	18 28
Autour d'une vie, 2 volumes	28 28

OUVRES DE BAKOUNINE

Les Endormeurs	0 60
Dieu et l'Etat	1 50
La Vie de Bakounine, par Hélène Iswolsky	13 50
La Correspondance de Bakounine, par Dragomarov	12 *
OUVRES DE SEBASTIEN FAURE	

BROCHURES DE SEBASTIEN FAURE

Les douze preuves de l'inexistence de Dieu	0 60
Les Crimes de Dieu	0 60
Réponse aux paroles d'une croyante	0 60
Série : Les Propos subversifs. (Chaque brochure, 0 fr. 60.)	0 60

OUVRES DE BAKOUNINE

1. La Fausse rédemption	0 60
2. La Dictature de la bourgeoisie	0 60
3. La Poursuite parlementaire	0 60
4. Leur patrie	0 60
5. La Morale officielle et l'autre	0 60
6. La Femme	0 60
7. L'Enfant	0 60
8. Les Familles nombreuses	0 60
9. Les Métiers haïssables	0 60
10. Les Forces de la révolution	1 20
11. Le Chambardement	0 60
12. La Véritable rédemption	0 60
La Question sociale	0 60
Propos d'éducateur	0 60
La Liberté	0 60
L'Orateur populaire	0 60

BROCHURES D'ELISEE RECLUS

L'Anarchie	0 60
Mon frère le paysan	0 60
L'Anarchie et l'Eglise	0 60
Elisée Reclus, par H. Ryner	0 60
L'Evolution, la révolution et l'idéal anarchique	0 60
Histoire d'une montagne	18 *
Histoire d'un ruisseau	18 *

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORÉ DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI

la livraison des ouvrages qui nous seront commandés.

Jeunesse A anarchiste C communiste
Pour servir la révolution sociale...

Du danger des élites

Nous lisons dernièrement, dans un journal révolutionnaire un article ayant pour titre : « Alerta à l'inflation universitaire ». Vraiment rempli d'enseignements, ce papier. L'entretien des castes nobiliaires qui, à la veille de la Révolution française de 1789, semblaient sans aucune réaction devant le flot de la bourgeoisie naissante, ces mêmes castes bourgeois, déterminées à l'avenir, étaient alors, au contraire, fort actives et déterminées à empêcher toute révolution sociale. En effet

La vie de l'Union Anarchiste

COMMISSION ADMINISTRATIVE
REUNION LUNDI 4 JUILLET A 20 H. 30
AU SIEGE DU « LIBERTAIRE »

GI. DE LA FEDERATION PARISIENNE
— LA REUNION DU COMITE D'INITIATIVE
AURA LIEU SAMEDI 9 JUILLET A
15 h. 30 AU LIBERTAIRE.

ORDRE DU JOUR :

LA PROPAGANDE ; LA VIE DES GROUPES ET DES SECTEURS ; QUESTIONS DIVERSES.

ECOLE DU PROPAGANDISTE

NOUS RAPPELONS QUE LES COURS DE L'EGOULE DU PROPAGANDISTE ONT LIEU TOUS LES MARDIS A 21 h. AU « LIBERTAIRE ». CES COURS SONT OUVERTS A TOUS LES MEMBRES DE L'U. A.

A LA REUNION DU 5 JUILLET IL SERA TRAITÉ DU ROLE DE L'ETAT.

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e, XI^e et XII^e, XIV^e et XVI^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Asnières-sous-Bois, Argenteuil, Aubervilliers, Bagnolet, Blanç-Mesnil, Bondy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, l'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montrouge-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Fontainebleau, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Stains, Valenton, Vanves, Montreuil, Malakoff, Ver-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Almargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Cassagne, Chambéry, Coueron, Dijon, Grenoble, Montpellier, Nîmes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Interlocal de la Thiérache.

Toulouse, Alger, Lyon, Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Mauzeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand'Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbes, Nimes.

Thonon - les - Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréjus, Chauvigny, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPES J. A. C.

REGION PARISIENNE
I^e et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVII^e, XIX^e, XX^e.

Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagnolet, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

PARIS-3^e et 4^e

Après avoir fait une bonne propagande à la fin de l'hiver et au commencement du printemps, l'action du groupe ait en diminuant aux approches de l'été, il a été décidé de ne faire les réunions que les 1^{er} et 3^{es} juillet de chaque mois, au lieu de toutes les semaines. Les réunions reprendront tous les jeudis à partir du jeudi 15 septembre. Ces réunions auront lieu toujours à la même adresse, au café « A l'Homme Armé », 44, rue des Archives, salle au 1^{er}.

P. S. — Tous les camarades sympathisants sont invités à notre causerie ce soir, jeudi 30 juin, à 20 h. 30, adresse ci-dessus. Sujet traité : « La duperie des démocraties », par Pierre Maurelle. — Le Groupe.

ERMONT

Grande balade sylvestre, le dimanche 3 juillet 1938, à Saint-Leu-la-Forêt, près de l'Elong Neuf, sur la route de Chauvry et à droite.

Emporter les repas ; la boisson peut être prise au café de la Mairie, où les camarades se retrouvent en cas de mauvais temps. Concours du groupe Floréal ; jeux et chants en plein air.

Trains toutes les heures, à partir de 8 heures au départ de Paris-Nord ; descendre à St-Leu-la-Forêt.

LE THILLAY

Toujours les mêmes

Samedi 25 juin, à 20 h. 30, dans notre localité du Thillay, ces messieurs du P.S.F. tentent une réunion chez un de leur ami, Finch. Ce qui est regretté de constater, c'est que ceux qui colonnent les chômeurs, en les traitant assez souvent de faiseurs et autres qualificatifs, brillent par leur absence. C'est viral que pour certains, la lutte des classes est depuis longtemps abandonnée, et, ma foi, quand on a mis 10 ou 45 heures, on a droit au repos. Ou bien il y a encore un autre argument : « Ah ! ils sont vont. On ne savait pas ! » Quando je repense aux élections, à tout le battage fait par ces gens à gagner des voix et représenter le peuple. Combien de copains qui restent malgré tout révolutionnaires, ont été trompés ? Dans notre localité « front populaire », où étaient les quelques cent communistes ou socialistes, et Monsieur le maire et ses conseillers au moment de la réunion des croix-de-feu ? Il y avait pourtant la possibilité d'une belle riposte ! La peur de leurs ennemis seraient-elles plus efficace que tous les beaux discours ? Qu'ils prennent exemple sur la poignée de chômeurs qui était présente, sur leurs frères de misère, ceux qui sont rejettés de la production ; ceux-là connaissent la lutte de classes, ils sont toujours en avant devant notre ennemi commun, le fascisme. Allons, un peu de courage, moins de courroux !

Notre sort se joue en ce moment. Ou nous le comprendrons en nous montrant à la hauteur des événements et serons dignes de nous revendiquer d'être des révolutionnaires sachant tor

VOIX DE PROVINCE

BREST

Vive le Front révolutionnaire

Dans le dernier numéro du Libertaire, Frémont faisant un rapide examen de la situation au lendemain de la scission au sein du Parti S. F. I. O., constatait la faille des partis marxistes et s'intéressait à l'avenir du nouveau Parti Socialiste Ouvrier Paysan, ainsi que des bonnes relations à entrevoir entre ce parti et l'Union anarchiste. Il terminait son esquisse en manifestant le désir de voir se réaliser le Front révolutionnaire.

Sachons grâcier au secrétaire de l'U. A. de reprendre la question. En effet, les nécessités de la lutte contre toutes les forces d'oppression et d'exploitation, contre les dangers de guerre et de fascisme et aussi contre cette politique de trahison à laquelle se livrent les partis, dits de gauche, font un devoir à tous ceux qui considèrent la Vie et la Liberté comme les premières de nos revendications qui ne seront conservées qu'en conquises qu'au prix d'efforts inépuisables et combats énergiques, de recrutement sans perdre un temps précieux, les meilleurs moyens d'entraîner pour mener à bien cette lutte dont la nécessité, répétons-le, ne peut échapper aux militants sérieux et sincèrement révolutionnaires.

C'est désir de voir se constituer ce Front Révolutionnaire, a été formulé il y a plusieurs mois sans qu'il ait trouvé d'écho. Aujourd'hui, sous la poussée d'événements plus graves on reprend la proposition. On ne peut que s'en féliciter, car pas de trahison à une telle nécessité. Pour être viable, évidemment, la proposition doit s'adresser à tous les mouvements révolutionnaires.

Un rapide tour d'horizon permet d'ailleurs de constater que, parallèlement au nouveau Parti Socialiste Ouvrier Paysan, cité par Frémont, nous voyons la C. G. T. S. R. — F. A. F. ; le mouvement J.E.U.N.E.S. ; le Centre syndical d'Action contre la Guerre ; le mouvement de « Nouvel Age » ; le groupe de la « Révolution Proletarienne » ; des fractions révolutionnaires dissidentes bolchéviques et d'autres qu'inévitabili

table nous oublions. L'ensemble de tous ces groupements ou mouvements, dont l'action quotidienne, avec notre vigoureux mouvement de l'Union Anarchiste est orientée à dénoncer et combattre la coalition immorale, monstrueuse qui s'acharne à nous pousser vers l'esclavage et la mort, ont inconsciemment placé marquée dans le Front Révolutionnaire. Les exclusives seraient mortelles. Les situations de partis, les rivalités personnelles... on de clients, les économisations, les... ne sont pas siut plus que qui ont pu jusqu'à entraîner la constitution de ce Front Révolutionnaire, vont-elles s'effacer, disparaître devant l'imminence du danger et nous permettre de nous rapprocher, de nous entendre, enfin et mettre en évidence les réelles et efficaces possibilités d'action que cette entente, ce rapprochement peuvent mettre, d'un bloc, au service de la Révolution ?

Séparés, hostiles les uns aux autres, nous ne sommes rien, nous ne pouvons rien, absolument rien. Rapprochés, liés fortement et loyalement, nous constituons d'emblée une force sur laquelle les masses laborieuses et nous-mêmes fonderont les plus grandes espérances.

Notre sort se joue en ce moment. Ou nous le comprendrons en nous montrant à la hauteur des événements et serons dignes de nous revendiquer d'être des révolutionnaires sachant tor

dre le cou à leurs rancœurs, à leurs déceptions, à leur susceptibilité pour agir promptement et énergiquement, ou au contraire, nous nous montrerons chatouilleux et mettrons un point d'orgueil à ne rien oublier, et alors nous resterons avec notre incompréhension et notre incapacité qui seront le signal de notre mort.

Mais de cela personne, soyons-en convaincus, ne voudra assumer la responsabilité parce que tous les vrais révolutionnaires aiment la lutte pour la vie, pour la liberté, pour la paix.

Vive le Front Révolutionnaire. — René Martin.

CARCASSONNE

Judi 16 juin, passait en gare de Carcassonne, un convoi de milliers de la 2^e division, qui rentrait, par Cerbère, rejoindre les défenseurs de la République. Notre camarade Bezombes se rendit à la gare, portant du tabac et des cigarettes aux vaillants héros défenseurs de leurs libertés et des nôtres. La police mercenaire, au service de Sarraut, lui interdit l'accès duquel. Je laisse les lecteurs du Libertaire tirer eux-mêmes la conclusion de ce fait. — Le Secrétaire.

CHATEAU-THIERRY

Les camarades qui lisent la grande presse — la presse pourrie — ont tous appris, avec plus ou moins de variantes ou d'esprit, la mort affreuse de Jean Labat, dit Jean Godet, que nous appellenons entre nous, Grandjean.

Grandjean était fort connu à Paris, dans les milieux d'avant-garde. Il avait quitté Bascon l'année dernière, pour Paris et on pouvait le voir, dans toutes les réunions, vendre le « Libertaire » et autres publications révolutionnaires.

Naturaliste de la première heure avec Butaud, il fut un de ses collaborateurs à la Pré-Saint-Maurice, Vaux, Bascon et fut un végétaliste intraitable. Il fit partie du « milieu libre » de Bascon et de l'Association de Butaud et Sophia Zaikowska, dissoute en 1931, se retira, en errance, avec sa compagne Radouka Hitché, dont il eut une fille dans sa petite propriété de Bascon, située à 200 mètres environ du « Centre Naturel » que j'ai fondé en 1934.

C'est là que la mort (mort horrible et douloureuse, il a agonisé pendant 4 heures et fut enterré vivant encore) est venue le surprendre le jeudi 23 juin, peu de temps après son retour de Paris. Dagoulou, le frère de son ancienne compagne Radouka, fut resté là pendant son absence et avait édifié une petite cabane sur le terrain à Grandjean d'où celui-ci l'expulsa à la veille du meurtre, en raison sans doute de la conduite inqualifiable de Dagoulou, qui l'avait assailli à la gendarmerie en faisant connaître sa véritable identité.

Grandjean, fut, en effet, un réfractaire à la dernière grande guerre du Droit et de la Civilisation et un adepte de la non-violence ; il se cachait sous le nom de Jean Godet. Cette adhésion à la théorie de la non-violence devait lui coûter la vie. En effet, alors qu'il fut pour ainsi dire attaqué dans son sommeil à quatre heures du matin par son dénonciateur qu'il terrassa et déarma, au lieu de le mettre hors d'état de nuire, par une correction appropriée — il le laissa ramasser une hache, dont le premier coup le laissa à la merci de cette brute qui lui fit subir un fin atrocité.

Qui que l'on puisse dire de Grandjean, de ses extravagances, de ses outrances, en matière de naturalisme, quoique, tout près de l'autre, nous ne nous fréquentions guère — sa mort, fidèle jusqu'au bout à lui-même sur la non-violence, me réconcile avec sa mémoire et je

liens à lui rendre ici cet hommage qu'il fut un sincère, un homme qui cherchait à être d'accord avec ses idées naturistes, végétariennes. — Louis Radix.

P.-S. — Inutile d'ajouter, que comme à son habitude, toute la presse de Paris et de province, en commentant l'événement, s'empresse de faire connaître, que c'était à la colonie naturelle de Bascon que le meurtre avait eu lieu, sachant bien que cela pourrait, — notre centre étant un séjour de vacances et une auberge de jeunesse, — nous nuire dans l'esprit de ceux cherchant un endroit calme et gai pour aller se reposer.

MARSEILLE

A tous les anarchistes de Marseille,

A tous les amis de l'U.A. et du « Libertaire » Depuis quelques semaines, déjà, une vague de répression s'exerce sur le groupe Germinal, de l'U.A. : perquisitions, convocations de ses militants par la police, tracasseries envers les équipes de vendeurs de notre journal.

Aujourd'hui encore (samedi 25), notre vaillant organisme de combat, le « Libertaire », vient d'être assailli, dans tous les kiosques de la ville, par la police et sur l'ordre du ministre de l'Intérieur.

A nous les honneurs de la répression, haro sur les anarchistes ! Tant mieux, cela prouve que nous sommes sur la bonne voie ! Mais, si l'on s'imagine décapter notre mouvement d'émancipation ou de protestation, que l'on se détroupe : lorsqu'un anarchiste tombe, dix levez.

Vous avez fait saisir notre journal; les anarchistes de Marseille vous ripostent en envoyant à notre « Libertaire » un joli petit mandat d'un million de francs. Vous ne voulez pas que les ouvriers lisent notre journal; hé bien ! sachez que d'innombrables camarades sont volontaires pour aller le vendre à la criée dans les rues des bouches !

Camarades anarchistes, sympathisants, notre groupe va faire circuler des listes de souscription en faveur de notre « Libertaire » ; vous riposterez en souscrivant aux corps qui nous sont assénes. Nous faisons appel à vous pour que vous nous seriez les condamnes plus fortement que jamais au sein du groupe Germinal et de notre grande Union Anarchiste.

TERRENOIRE

Libération du secrétaire du bâtiment Garnier

Notre camarade Garnier, secrétaire du bâtiment, est libéré ; il est sorti dimanche 19 et ce même jour un meeting était organisé. Les dirigeants oraient déclaré que la justice bourgeoisie, ayant contracté, n'a pris la parole, ce qui montrait bien qu'il n'était pas possible à l'U.D. de se défaire de l'accusation monstrueuse qu'elle commet envers l'un des siens. Les syndicalistes sauront juger si ce sont ceux qui se régalent d'une C.G.T. ligne et indépendante qui ont tort, ou si ce sont ceux qui grignotent petit à petit tous les syndicats en imposant leur politique par n'importe quels moyens. — Raffard.

Petite Correspondance

♦ Pour faire sol-même imprimerie, dessins, polycopie, etc., appareil neuf à céder bon prix. Ecrire à Marc Juarez, rue Tournefort, Béziers.

50 exemplaires de chaque N° pour trois mois, 45 francs.

100 exemplaires de chaque N° pour trois mois, 90 francs.

Règlement à : Maupioux, 46, rue de Babylone, Paris 7^e, chèque postal 1959-32, Paris.

Bien entendu, les trois derniers chiffres (20, 50 et 100) concernent surtout les collectivités, groupements et syndicats.

Si, comme nous sommes en droit de l'attendre, nos appels sont entendus, la portée de l'action contre la guerre et l'union sacrée va être évidemment déculpabilisée.

C'est ce que nous voulons tous et c'est pourquoi nous réussirons.

LE BEAU GESTE

DU SYNDICAT DES BOULANGERS DE LA REGION PARISIENNE

Le syndicat des ouvriers boulangers (Seine, Seine-et-Oise et départements limitrophes) dont Mathé du Conseil Syndical fut un des signataires de notre premier appel, menait sans bruit une agissante propagande contre la guerre.

Depuis avril dernier, sa 3^e section (Paris XVIII^e) nous envoyait son adhésion.

Vers la C.G.T. libre

Au comité national de la Fédération des métaux citadelle staniliennel le bloc syndicaliste pour l'indépendance s'est réalisé.

le libertaire syndicaliste**ENCORE UN BEAU MEETING****Le congrès des cheminots écoute et applaudit Sémar et Jouhaux**

Les travailleurs des chemins de fer tiennent, actuellement, leur Congrès au Palais de la Mutualité.

On ne constate pas, hélas ! chez les cheminots, la même résistance à la colonisation, le même attachement à l'indépendance du syndicalisme qu'on a pu observer dans les congrès des autres fédérations adhérentes au cartel des Services Publics.

L'organe officiel de la C.G.T. se borne à nous donner un compte rendu des débats, en se réjouissant que cinq syndicats seulement ont voté contre le rapport d'activité du Bureau fédéral.

Aucune explication n'est d'ailleurs donnée par le « Peuple » sur la position de ces cinq syndicats.

Dans la séance de la matinée du premier jour,

LA C.G.T. aux SYNDICALISTES

seule l'intervention de *Cancouët* s'élève contre le cumul des mandats politiques et syndicaux, et, d'autre part, contre le cumul du poste de secrétaire fédéral et celui d'administrateur de la Société Nationale des Chemins de fer, est à retenir.

Le rapport moral, présenté par *Jarrigion* et ne traitant que de questions administratives est terrible et sans aucun intérêt.

Représenant la parole l'après-midi, le secrétaire de la Fédération a surtout cherché à justifier la présence des quatre délégués ouvriers au sein du Conseil d'administration de la S.N.C.F. Puis, assez timidement, *Jarrigion* a terminé son exposé en revendiquant pour le mouvement syndical, le droit de se diriger lui-même, en dehors de toute influence politique.

L'intervention de l'ancien secrétaire général du parti communiste, *Pierre Sémar*, est plus significative. Celui-ci s'est attaché à justifier la carence de la Fédération des Cheminots en juin 1936 : « Nous avons réalisé ce qu'il était possible de réaliser, non en employant l'action directe, mais

la force syndicale (sic) ». Et de reprendre l'antienne : « Nous n'avons pas occupé les chemins de fer, parce que ce n'est pas les potentiels du rail que nous aurions atteints, mais le premier gouvernement de Front populaire. »

Puis, vient le couplet patriotique : « La France est en danger d'isolement » avec, comme conclusion logique, la nécessité d'une solide alliance avec la Russie.

Sémar, lui aussi, légitime la position du Bureau fédéral vis-à-vis de la S.N.C.F. C'est — dit-il — peut-être une étape vers la nationalisation des chemins de fer.

Entre *Jarrigion*, ex-confédéré et Sémar, ex-unitaire, stalinien notaïre, les choses n'ont pas l'air d'aller trop mal. Un compromis semble avoir été trouvé.

Sans doute, le premier ne partage-t-il pas les soupçons qu'éprouvent nombreux de militants communistes vis-à-vis du second.

Sans doute *Jarrigion* n'est-il pas disposé à poser la question que nous avons posée à *Salengro* lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, à savoir si Sémar est oui ou non un flic.

* *

Le gros morceau de la seconde journée est le discours du « Général ». Avant lui, *Marcel Girion*, secrétaire du Cartel des Services Publics, vient faire une allocution dans le sens du manifeste dont j'ai parlé la semaine dernière. Lui seul, d'ailleurs, envisage l'action directe des fonctionnaires. *Léon Jouhaux* commence son discours en exhortant la puissance syndicale.

Il montre, nous dit le « Peuple », la force que représente aujourd'hui ce mouvement qui n'a qu'à se manifester pour emporter les dernières résistances.

Bien sûr ! Mais qu'attend-il pour se manifester ? Il est vrai que Jouhaux, comme Sémar, ne veut pas enoyer le Front populaire et qu'il estime que plus que jamais la C.G.T. a sa place dans le grand « Rassemblement ». Dans l'ensemble, pas grand' chose d'original. Toujours les fonctionnaires. Si les ex-confédérés ne veulent pas réagir immédiatement, la colonisation chez les cheminots sera bientôt totale.

Mais le secrétaire confédéral suscite tout à

coup une tempête d'acclamations. Il vient de décerner aux cheminots un certificat de bonne solidarité vis-à-vis des antifascistes espagnols.

Jouhaux n'est vraiment pas difficile lorsqu'il remercie les cheminots des efforts qu'ils ont faits et font toujours pour venir en aide à l'Espagne républicaine.

Il est assez navrant de voir que les travailleurs des chemins de fer, qui auraient pu tant faire pour nos frères d'Espagne, n'ont rien fait du tout pour qu'on se dispense de faire de l'ironie ou d'afficher une telle inconscience. Où cette indiscipline devient du cynisme, c'est lorsque, au milieu des applaudissements, le « Général » s'écrie :

« Demain, quand l'histoire s'écrira, la honte ne nous montera pas au front ; nous aurons ac-

PROLÉTAIRE, RÉVEILLE-TOI !

compli notre devoir sans vainne jactance, mais avec courage, car jamais encore, solidarité aussi massive ne s'était manifestée à l'égard d'un peuple opprimé. »

Faut-il commenter ces paroles ? La C.G.T. a cinq millions d'adhérents. Le peuple espagnol crève sans armes et sans nourriture. Jouhaux est satisfait ; les fonctionnaires sont satisfaits. Chacun a fait ce qu'il a pu.

Que faut-il attendre du reste des débats ? Au cours d'une opposition sérieuse ne se manifeste à la politique du Bureau fédéral. Les syndicalistes révolutionnaires sont rares chez les cheminots et les réformistes paraissent s'incliner devant les colonisateurs ou traiter avec eux. Plus que partout ailleurs s'affirme dans cette Fédération la nécessité d'un front uni des syndicats contre les politiciens. Si les ex-confédérés ne veulent pas réagir immédiatement, la colonisation chez les cheminots sera bientôt totale.

RINGEAS.

Aucun plan ne peut remplacer la grève

Comme on l'a vu dans un précédent article, il n'y a pas de « loi d'airain des salaires », ni de volonté arbitraire régissant la fixation du salaire et le profit. L'une l'autre de ces deux termes mutuellement opposés baissent et rapprochent.

Il n'existe, par conséquent, qu'un seul moyen pour les capitalistes de ramener le profit à son ancien taux, un seul et unique moyen : la réduction des salaires. Seulement, comme la conjecture favorable qui a permis aux ouvriers d'exiger de meilleures salaires se prolonge un certain temps (absence de chômage, demande accrue de main-d'œuvre), il est, bien entendu, impossible d'attaquer de front. Ne pouvant diminuer individuellement le salaire de chaque ouvrier, le patron va essayer d'obtenir la même production avec un nombre moindre d'ouvriers, c'est-à-dire dépenser une somme globale moins grande au compte sajaires. Pour ce faire, un moyen s'avère à lui, moyen qui était classique avant 1936 : le machinisme.

Supposons une grève générale dans la seule industrie de la chaussure. Les salaires ont montré dans les profits un gain. Un autre patron et autres l'imitent et installent des machines perfectionnées, augmentant considérablement le rendement de chaque ouvrier, après quoi il pourra : 1^e licencier une partie des ouvriers ; 2^e augmenter la production ; 3^e baisser les prix. Sur le marché, il va donc se trouver avantage à vis-à-vis de ses concurrents. Mais ceux-ci finissent eux aussi par acquérir la machine, les profits vont être à nouveau élevés, et, en apparence, l'initiative du premier patron n'aura servi à rien. Mais comme tous auront licencié une partie de leurs ouvriers, il s'ensuivra un chômage chronique et une dépréciation de la marchandise-travail par la concurrence entre ouvriers qualifiés et leur remplacement par des manœuvres, les nouvelles machines pouvant être mises entre les mains de gens n'ayant aucune qualification professionnelle. Il y a bien diminution des salaires, autrement dit : augmentation du taux de la plus-value. Le machinisme, dans l'économie moderne, aurait donc pour cause principale la coalition ouvrière et la grève.

Nous nous souvenons, à ce sujet, d'une théorie émise par un aristote, M. Lefebvre des Noëttes, selon laquelle au XI^e siècle, des inventions importantes auraient déterminé la diminution de l'esclavage, entre autres, par une meilleure utilisation de la force des chevaux par l'invention du collier d'épaulées, cette modification rendant inutile le travail des esclaves jusqu'à employés sous au charroi. Une autre découverte, celle du goudron, aurait eu pour résultat de faire disparaître l'esclavage des galères par une meilleure utilisation du vent comme force motrice. A cette théorie séduisante en apparence, le sociologue autrichien, Julius Dickmann (1) opposait cette objection majeure : c'est qu'à l'époque où furent connues ces inventions, l'esclavage avait déjà disparu ou presque, depuis plusieurs siècles. D'après lui, il fallait prendre le contre-pied des affirmations de M. Noëttes : ce n'est pas l'invention du collier d'épaulées qui a entraîné la disparition de l'esclavage, c'est l'extrême rareté des esclaves qui a rendu nécessaire une meilleure UTILISATION de la force des chevaux. En effet, à partir du XI^e siècle, on assiste, après l'apogée de la barbarie qui durait depuis la fin de l'Empire romain, à une renaissance des échanges. Mais les conditions ne sont plus les mêmes : disparition des esclaves, rareté des chevaux due au fait que les armées, contrairement à ce qui se passe dans l'Antiquité où elles étaient constituées surtout par des fantassins, se composent maintenant presque uniquement de cavaliers. Dans cette seconde partie du Moyen âge, qui va être par excellence l'ère de l'économie marchande, la rareté des chevaux — par conséquent leur cherche — va mettre en évidence les fautes imputées de Phomme, en vertu du vieil adage toujours si vrai : « que la nécessité rend ingénier ». Or, si l'Empire romain n'a pas utilisé le cheval comme force motrice, c'est parce que — à cause précisément de l'existence d'escravages nombreux — la nécessité n'en faisait pas sentir.

Le développement du machinisme dans la société moderne, semble donner raison à J. Dickmann : par la grève, par le syndicalisme, les ouvriers provoquent ce qu'on pourrait appeler la raréfaction artificielle de la main-d'œuvre, d'où la mise en œuvre de nouveaux procédés permettant d'obtenir de cette main-d'œuvre un meilleur rendement. La grève est donc bien la cause de ces nombreux inconvénients.

Pourtant, les grèves de 1936 ne semblent pas avoir provoqué une recrudescence du machinisme. C'est que la grève générale d'une telle ampleur présente plusieurs inconvénients : une paralysie, une panne, une récession, etc. Ces derniers sont également responsables de l'augmentation massive du chômage qui constituerait un grave danger pour le régime ; et il n'y a pas possibilité, quoi qu'en disent certains, de rééquilibrer par l'augmentation des prix. Or le profit — qui est le seul moteur de la production capitaliste — a baissé dangereusement. Le profit va disparaître, les ouvriers prennent l'habitude d'occuper les usines, COMME S'ILS EN ETAIENT PROPRIÉTAIRES. C'est la Révolution sociale.

Et bien, comme vous pouvez le voir, le régime capitaliste a tout de même été sauvé. Comment ? Par l'artifice de la dévaluation, c'est-à-dire par la réduction des salaires. En effet, grâce à l'état des colonies politiques qu'elle paye, la bourgeoisie, ne pouvant pas réduire directement les salaires (ce n'était pas le moment), a réduit la valeur des francs. Malgré les apparences, ce ne sont pas les prix qui ont augmenté sur le marché, ce sont les francs qui ont diminué. Il ne s'est rien passé dans le domaine de la consommation, sauf que l'acheteur, payant maintenant avec des francs plus petits, a dû en donner un plus grand nombre — c'est juste — pour faire l'équivalence. Seulement, dans le domaine de la production, les salaires étant réglés par

contrat, les ouvriers ont bien touché un plus grand nombre de francs, MAIS DE FRANCS PLUS PETITS. C'était la réduction des salaires, moyen classique qui n'en existe pas d'autre — pour accroître le profit.

Il est donc inexact de prétendre qu'en nous a repris dans le domaine de la consommation ce qu'on nous avait accordé dans celui de la production. Il n'y a pas eu augmentation de la vie, mais simplement diminution des salaires par la diminution du franc. Et si je commerçant a vendu ses marchandises à tel prix, c'est parce que les lois du marché ne lui permettent pas de faire autrement. Le domaine de l'échange est celui de l'égalité. Le vendeur de chocolat est en même temps acheteur de francs ; l'acheteur de chocolat est aussi vendeur de cette marchandise qu'est le franc. Du point de vue strictement commercial, il y a donc égalité entre le gros épicer et l'humble ménager qui viennent s'approvisionner chez lui, mais DE CE POINT DE VUE SEULEMENT. Là où l'inégalité existe, c'est entre M. Julien Damoy et le commerçant existant seulement dans le domaine de la production. Il est vain de vouloir chercher une solution dans le domaine de la consommation. IL N'Y EN A PAS. Et si les coopératives parviennent à vendre moins cher que le petit commerce, ce n'est nullement en vertu du principe coopératif lui-même, qui n'a rien à voir là-dedans, mais simplement en raison du principe économique qui veut que les frais généraux diminuent lorsque augmentent les dimensions des entreprises, chose que le grand commerce réalise aussi bien, sinon mieux, que les coopératives, car il a sur elles l'avantage de ne pas connaître le mal bureaucratique.

La conclusion de tout ceci, c'est que nous ne devons pas laisser détourner notre attention du vrai problème. Il ne faut pas permettre que notre action soit déviée vers des objectifs déviant et secondaires. Ayons toujours en vue cette vérité évidente : c'est que le champ de l'exploitation du travailleur, c'est l'usine, et rien que l'usine.

Ce qu'il aurait fallu faire, c'était de répondre à toute dévaluation du franc (autrement dit diminution des salaires) par la grève, par l'occupation des usines.

MARCEL GUENEC.

(1) Critique Sociale, novembre 1933.

Réponse à « De l'avant » organe de la Section syndicale Chausson (Gennevilliers)

Sous le titre « Une débâcle », un article paru dans l'organe officiel de la section syndicale Chausson, nos Basiles, néo-Dictateurs au petit pôle, lancent leur venin contre ceux qui ne veulent pas se conformer à leur politique de syndicalisme autoritaire et n'ayant pas d'autres arguments que les injures, les dénoncent comme des agents du patronat, payés pour démembrer la section syndicale.

Notre attitude sur le plan syndical démontre que les faits que nous ne sommes ni des dirigeants ni des agents du patronat et notre lutte au contraire, tend à favoriser l'unité des travailleurs en combatifiant et cherchant à éliminer du mouvement syndical les questions politiques et empêcher les politiciens de tout poil de domestiquer le mouvement syndical pour en faire une plate-forme servant uniquement les intérêts de leur parti politique.

Où sont les diviseurs ? Ce sont ceux qui, par esprit de courtisan font passer l'intérêt de leur parti avant celui du prolétariat, ceux qui, par leur intolérance, veulent éliminer ceux qui disent : « La C.G.T. aux syndiqués » et ne veulent pas se conformer aux mots d'ordre d'un parti politique.

Où sont les gens qui, sciemment ou inconsciemment, font le jeu du patronat ? Ce sont ceux qui préconisent la paix sociale, ceux qui disent que tout n'est pas possible, ceux qui favorisent par leur inaction le sabotage des lois sociales (loi de 40 heures), ceux qui, en 1936, calment la bourgeoisie en disant qu'il fallait faire « savoir finir une grève ».

Où sont les diviseurs et les démagogues ? Ce sont ceux qui, au congrès d'unité de Toulouse, ratifient des décisions avec la ferme intention de ne rien tenir et ne rien respecter (indépendance syndicale, cumul des mandats, etc.) ; ce sont ceux qui, journalièrement violent les statuts, récusent systématiquement les démissions, insultent les camarades qui viennent apporter en toute sincérité leurs opinions syndicales ; ce sont ceux qui, dans leur intervention dominante, déclarent que leur idéologie domine dans les assemblées générales et les menacent de les mettre à la porte par la violence. Ce sont ceux qui, par leurs calomnies, tentent de sailler les militants non conformistes.

Le syndicat étant composé d'ouvriers de toutes opinions ceux-ci ont le droit de s'exprimer en toute liberté à condition de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'ils professent au dehors.

Nous sommes de ceux qui disent que l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes et comme il est dit dans l'Internationale : il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun, producteurs, savons-nous nous-mêmes. Nous sommes de ceux qui disent que les prolétaires n'ont pas de patrie et nous disons qu'il ne peut y avoir de défense nationale en régime capitaliste.

Nous ne reconnaissions qu'une charte devant régir le syndicalisme français : la charte adoptée à Amiens en 1906, reprise au congrès d'unité de Toulouse en 1936 et nous démontrons ceux qui la violent. Ils ne peuvent être de vrais syndicalistes.

Nous faisons juger tous les camarades syndiqués de nos usines sur la conduite des uns et des autres.

Confiant en leur bon sens et en leur sincérité nous savons qu'ils sauront discerncer où sont les diviseurs et les provocateurs.

Ils viendront se joindre à nous pour faire une C.G.T. libre et indépendante ».

Un groupe de syndiqués partisans de l'indépendance absolue du syndicalisme.

Le Mouvement Syndical**Une fédération qui n'est pas colonisée**

Nous recevons d'un groupe de militants des services publics, ces lignes que nous insérons bien volontiers.

Avant la clôture du Congrès National de la Fédération Générale des personnels des services publics et des Services de Santé (Bordeaux 8, 9, 10 et 11 juin 1936). Rapporteur : Carrega de Marseille.

Le Congrès estime que dès l'origine des formations syndicales ouvrières les syndicats se sont mépris des déviations politiciennes et qu'ils se sont attachés farouchement à la sauvegarde de l'indépendance du mouvement syndical ouvrier, que ce souci d'indépendance se reflète dans la « Chartre d'Amiens » et qu'il se retrouve consacré d'une façon définitive par le préambule de la « Chartre d'Unité de Toulouse », le Congrès estime que l'existence des amicales et des cellules professionnelles à caractère politique de quelques nature qu'elles soient, à quelque parti ou confession qu'elles appartiennent, sont absolument incompatibles avec les statuts confédéraux, parce qu'elles se substituent aux organismes syndicaux réguliers.

Il invite le Bureau Confédéral à poser la question de la sauvegarde de l'indépendance syndicale au prochain congrès de la C.G.T., à procéder à un examen approfondi de la situation créée par le développement des amicales et des cellules, afin que le congrès confédéral soit à même de demander à tous les partis, et plus particulièrement à ceux qui se revendiquent de la classe ouvrière, de ne plus maintenir ces formations nuisibles à la continuité de l'unité ouvrière au sein de la C.G.T. libre et indépendante.

Le Congrès renouvelle, en outre, sa désapprobation des cumuls des mandats politiques avec les mandats syndicaux à la suite des défaillances syndicales qui ont été enregistrées récemment au Parlement.